numéro 3 - novembre 2013

# BAD ☆ KIDS

TOULOUSE

Pour le saccage du monde capitaliste

50 CENTS

## SOMMAIRE


ÉDITO — P.1

INTERNATIONALE DE L'AUSTÉRITÉ — P.2

PACIFICATION ET TRANSFORMATION D'UN QUARTIER — P.4

QU'EST CE QUE LA GAUCHE? — P.6

INDUSTRIE 2.0 — P.7

LE SOIN PÉNITENTIAIRE A DU CACHET — P.10

DISQUETTE DE L'ECONOMIE — P.12


## CONTACT


badkids@riseup.net

Site internet:
badkids.noblogs.org


BAD KIDS PEUT SE TROUVER UN PEU N'IMPORTE OÙ À TOULOUSE (MARCHÉ, BAR, MÉTRO...) MAIS UN PEU AU HASARD AUSSI !
ALORS POUR ÊTRE SÛR D'EN TROUVER, RENDEZ-VOUS AU KIOSK, 3 RUE ESCOUSSIÈRE À ARNAUD BERNARD.

CE JOURNAL AYANT ÉTÉ FINANCÉ PAR DES RSA ET DES SALAIRES DE SMICARDS, VOUS POUVEZ NOUS AIDER FINANCIÈREMENT À LA PARUTION DU PROCHAIN NUMÉRO ÇA FERA ZIZIR!

**La lutte des classes a ses hauts et ses bas.** En France, il faut reconnaître une grande capacité de mobilisation. Après avoir manifesté contre le mariage entre personnes de même sexe, voilà un nouveau cheval de bataille : le droit à l'auto-défense, défini ici comme le droit pour un bijoutier d'envoyer trois bastos dans le dos d'un gamin. Ça vend du rêve ...

Mais trêve de plaisanterie, un présent aussi pathétique pourrait prêter à rire s'il n'était l'augure d'un futur des plus incertains. La gauche au pouvoir, c'est le vernis humaniste du Capital, le talon dans la gueule pour ton bien. Et puis la rigueur, les sales coups aux prolos (loi pour l'emploi, réforme des retraites...) les expulsions en tout genre, à tout va, les enfumages à base de « ré-industrialisation 2.0 » et de visite à Florange...

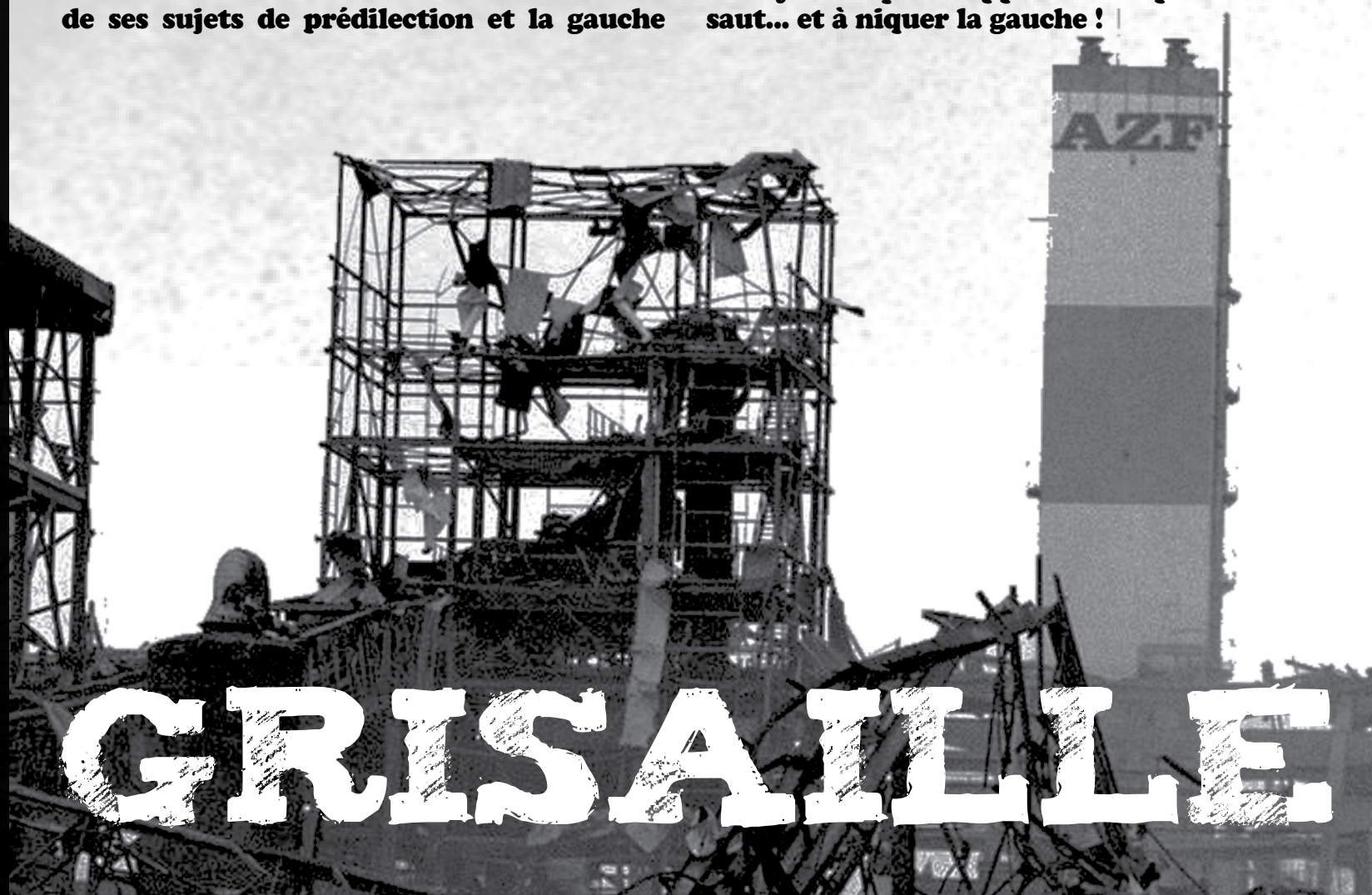
En face ? Ben en face, que dalle, comme souvent sous la gauche. Les syndicats lancent une journée de mobilisation et depuis pas grand chose... Alors que tout semble réuni pour un équivalent du mouvement anti-CPE enrichi en nitroglycérine, c'est l'apathie qui semble se généraliser. Sauf peut-être du côté des lycéens qui, renouant avec leur spontanéité en bloquant leur établissement contre les expulsions de sans papiers, égayent un brin cette morosité.

À la veille des élections municipales, on pointe du doigt de faux ennemis comme les Rroms. On joue sur la peur, le désormais classique « sentiment d'insécurité » et autres conneries. La droite retrouve là un de ses sujets de prédilection et la gauche

se démène pour montrer qu'elle n'est pas en reste dans la guerre aux pauvres. Sur le sujet Valls fait carrément du zèle.

Et ici à Toulouse, nous pouvons apprécier la gestion de gauche d'une municipalité, sa gentrification d'Arnaud Bernard, sa gestion musclée des noctambules, sa guerre à la Campagne pour la Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion (CREA) ... Pas en reste d'ailleurs le Cohen pour niquer la gueule aux Rroms ! On place au passage une dédicace à Hervé Barrié, juge de son état et officiant au TGI de la Ville Rose, et son magique « Pensez-vous que nous allons vous laisser piller la France ainsi ? » adressé à quatre Rroms en plein procès... Un bien maigre pillage au regard des habitations de fortunes sous la menace d'expulsions, du mépris, des brimades et des keufs. Bref, des trucs qu'un connard de juge ne vivra jamais.

**En gros sale ambiance !** Mais malgré quelques coups de déprime, c'est la rage qu'on garde au ventre. Les feux de révolte qui attisent encore la Grèce, la Turquie, la Colombie ou même le Brésil rappellent que la guerre sociale est internationale et, par la même occasion, que si le ciel s'obscurcit, il ne faut y voir qu'un appel à en repartir à l'assaut... et à niquer la gauche !




# GRISAILLE

# L'INTERNATIONALE DE L'AUSTÉRITÉ

## La baisse du coût du travail comme offensive de la classe capitaliste

**Nous essayons de faire une sorte de focus synthétique sur le chômage et sur les projets réguliers des capitalistes concernant le marché du travail. Les gouvernements sous couvert d'austérité ou de rigueur ont porté de sérieux coups aux prolos, et continuent d'affirmer leur détermination à lutter contre le chômage, en tous cas faire baisser le nombre de chômeurs. C'est le moment pour restructurer le marché de l'emploi et baisser le coût du travail. Entre une volonté de corvéabilité accrue et une gestion policière et pénale des sales gosses du prolétariat : ça sent la caserne et la punition collective. Et il faudrait peut-être s'exciter un peu !**

### LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI : ÉTENDUE DES DÉGÂTS

***L'absence d'avenir comme horizon ...***

*[…] plus aucun domaine de l'activité des hommes n'échappe à la loi de la valeur, une partie chronique du prolétariat est devenue excédentaire et la perspective globale s'inverse donc de façon fondamentale : là où le capitalisme ascendant pouvait contenir certaines améliorations pour la vie des individus, la phase où prédomine la nécessité de dévalorisation massive n'est plus porteuse que d'une perspective majoritairement destructrice. »*
*Perspectives internationalistes (2005).*

Les gouvernements luttent contre le chômage, planquez-vous ! Le développement du chômage n'est pas un fait inexplicable, ni un mauvais sort divin qui tomberait injustement sur les gens. Il s'agit, assez simplement en fait, d'une conséquence directe de la concurrence que se livrent les capitalistes. Cette concurrence fait que les capitalistes en viennent inévitablement à abaisser les coûts de production, ce qui peut entraîner des coupes salariales, mais aussi bien souvent des licenciements. D'autant que depuis 2008, la courbe des profits capitalistes a commencé à décliner, et c'est la crise. Le chômage n'a alors cessé d'augmenter. C'est une arme solide entre les mains de la bourgeoisie qui, entre des mesures directement rentables et un projet plus global de réforme du marché du travail, s'attaque sévère aux conditions de vie des prolétaires.

Grosso modo, ces quatre dernières années le chômage a atteint des stades dont les plus vieux d'entre nous avaient oublié l'odeur[1]. Malgré la multiplication des annonces comme quoi les courbes s'inversent, comme quoi on entreverrait le bout du tunnel, des millions de prolos en Europe font face à un avenir inexistant dans l'économie capitaliste. Les chiffres crient encore plus fort quand on regarde de près les taux chez les moins de 25 ans : près de 56 % en Espagne et plus de 59 % en Grèce (pour environ 24 % de moyenne dans la zone euro)! Et puis si on s'intéresse aux conditions salariales de ceux qui turbinent, on se demande vraiment si on souhaite aux chômeurs de retrouver un boulot. Car que ce soit par des réformes ou par des coupes, les États s'en sont pris aux salaires[2], gardant le travail comme nécessaire à la survie individuelle ou familiale, mais de plus en plus insuffisant.

Il y a tout un tas de petits stades intermédiaires entre le chômage et l'emploi, ce qu'on peut généraliser sous l'appellation « emploi précaire ». En France, on peut prendre l'exemple de l'intérim, des temps partiels imposés et de la batterie de contrats spécifiques réservés aux chômeurs, avec des charges patronales très basses, quand les patrons n'en sont pas exonérés par l'Etat pour embaucher moins cher[3]. Voilà comment le phénomène des « travailleurs pauvres » s'est sur-développé ces dernières années. Ces temps de galère ne sont pas passagers, ils sont une phase de la restructuration du capitalisme à l'échelle mondiale. Le fait est que de plus en plus de gens qui travaillent ne gagnent pas assez pour subvenir à leurs propres besoins.

Parallèlement à cette réalité, les médias vantent le modèle allemand. Les réformes Hartz, et en particulier le dernier volet, la loi Hartz IV, ont permis de généraliser et banaliser ce phénomène en fléxibilisant violemment le marché de l'emploi[4]. La mesure-clé de « Hartz IV » a été, en 2005, la baisse conséquente des allocations chômage et l'interdiction de refuser même la pire offre d'emploi. Une sorte de « Service du Travail Obligatoire » modernisé. Un peu comme en Angleterre où les chômeurs sont obligés de se pointer tous les 15 jours au jobcenter et n'ont au bout de 3 mois plus le droit de refuser aucune offre[5]. La petite particularité allemande, tient dans le fait que ces boulots qu'on n'a pas le droit de refuser sont les fameux « 1 euro jobs », rémunérés, comme leur nom l'indique à peu près, entre 1 et 2 euros de l'heure. C'est à ce prix-là que les divers gouvernements allemands peuvent se targuer d'avoir fait baisser le chômage (de 8,4 % en 2006 à 5,4 % en 2013).

Médiatiquement le chômage est aussi une histoire de chiffres, en hausse ou en baisse, de courbes et d'indicateurs. En Espagne par exemple, au mois de septembre 2013, a été annoncé un cinquième mois consécutif de baisse du chômage. Bien sûr l'emploi saisonnier y est pour beaucoup et laisse évidemment penser que tout cela, en plus d'être minime, est temporaire. Et puis comme en France, la mode de l'auto-entrepreunariat trouve un certain écho[6]. Le chômage y reste très élevé, confettis et serpentins ne sont pourtant pas loin d'être sortis, comme si tout allait aller mieux. A en oublier que le FMI presse l'Etat espagnol de « baisser le coût du travail » et son salaire minimum de 645€/mois. En France, il y a aussi des critères de calcul qui permettent d'atténuer la réalité. Pôle Emploi fait son taf en dégainant les radiations et en foutant la pression aux chômeurs. A base de culpabilisation, formations bidon et de contrats subventionnés. La lutte contre le chômage à la française peut sembler ne pas être aussi stricte que son « modèle » allemand. Toujours est-il que l'assimilation de Pôle Emploi à une instance de « flicage social » par de nombreux chômeurs n'est pas exagérée. L'agence s'est conformée à la ligne de l'Etat : une gestion disciplinaire des prolétaires récalcitrants.

***« La lutte contre le chômage est en fait une lutte contre les chômeurs »***

La lutte contre le chômage[7] est en fait une lutte contre les chômeurs. De nombreux pays ont durci les conditions d'accès au chômage, que ce soit par la réduction de la durée d'indemnisation, la diminution du montant des allocs ou encore la réduction du nombre de bénéficiaires. Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Suède, Danemark, France, ces mesures ont été plus à l'œuvre dans les pays qui avaient de « gros » salaires.

L'absence d'avenir n'est pas liée qu'à l'absence de travail... nous voyons bien qu'on peut nous promettre du travail, mais à la condition que ce soit pour une bouchée de pain. Notre horizon ne s'en retrouve pas plus dégagé.

Nous citons Théorie Communiste (Tel Quel, 2012) : *Le chômage n'est plus cet à côté de l'emploi nettement séparé, la segmentation de la force de travail, la flexibilité, la sous-traitance, la mobilité, le temps partiel, la formation, les stages, le travail au noir, ont rendu floues toutes les séparations. Si l'on passe d'une considération du chômage en termes de stocks, à une considération en termes de flux, la conclusion s'impose : les chômeurs travaillent.*

La réalité immédiate qui nous accapare est que nous avons cruellement besoin de thunes. La révolution et son contingent de possibles actuels, n'est que le moyen de ne plus avoir à se poser la question. Mais elle nécessite une démarche, un effort, un pas de côté. No future et feu à volonté... comme ébauche de réponse à la paye au lance-pierre. *(suite au prochain numéro...)*

**1-** Augmentation du taux de chômage dans la zone euro entre 2006 et 2013: Grèce 8,9 à 27,9%, Espagne 8,1 à 26%, Portugal 7,7 à 17,4%, Chypre 4,7 à 17,3% pour les pays les plus touchés. En France, les chiffres annoncent environ 11%, avec 3,2 millions de « demandeurs d'emploi », ce qui dépasse le seuil atteint en 1997 (3,1 millions) qui faisait jusque-là office de pic historique.

**2-** A titre d'exemple le salaire mensuel moyen en Grèce a en gros dégringolé de 1000 à 510€.

**3-** En France, le temps partiel concernerait plus de 18% des salariés. Le recours aux « contrats aidés » est une constante. Ces contrats faits pour faciliter l'embauche, éxonèrent les patrons ou les employeurs de charges et sont en partie financés par l'état (entre 47% dans le secteur « marchand » à 95% dans le secteur « non-marchand »).

**4-** Du nom de Peter Hartz, ancien directeur des ressources humaines de Volkswagen (au passage membre du parti de gauche allemand SPD et du syndicat IG Metall) à la tête de la commission en charge de la création de ce marché du travail parallèle à bas coût. Une sorte de sadique qui aime beaucoup jouer avec les prolétaires allemands. Pour un peu plus d'infos, voir l'article « Allemagne : dix ans de réforme Hartz », *Courant Alternatif* n°232.

**5-** A titre d'exemple, au Danemark la durée d'indemnisation chômage a été ramenée de 4 à 2 ans en 2010, en Angleterre elle n'excède jamais 6 mois. On peut ajouter l'Italie où les allocations (qui n'excèdent pas une durée de 8 mois) sont suspendues en cas de refus d'offre de travail ou de formation, de même pour l'Espagne où les chômeurs n'ont le droit de refuser des offres que les 30 premiers jours, passé ce délai ils se font supprimer leurs droits. Pour l'Espagne, l'administration publique étant quelque peu défaillante dans sa capacité à proposer du travail, ces mesures répressives à l'encontre des chômeurs fonctionnent peu ou mal.

**6-** Le statut d'auto-entrepreneur existe depuis 2009 en France. La mode commencerait à s'essouffler, et la gauche à douter de son efficacité. En 2013, on en compte près de 900 000 en activité. Dans le même registre l'Allemagne a promu et développé l'entreprise personnelle (les « Ich AG ») dans le cadre de la réforme Hartz II. A l'été 2013, , le gouvernement espagnol, dans le cadre de la lutte contre le chômage massif et l'impossible relance de l'économie du pays, promeut le développement de l'auto-entreprise à travers la mise à disposition d'aides et de crédits pour créer sa boîte.

**7-** Précisions à l'usage des gauchistes : notre analyse du chômage et de l'attitude des capitalistes face à cela, ne nous rapproche en rien, encore une fois, des positions réformistes et gestionnaires du style « défense de l'emploi ». Nos critiques et nos pratiques n'ont qu'une seule optique : saisir au bond les possibilités révolutionnaires de l'époque actuelle, dans une perspective communiste au sens où nous l'entendons. C'est à dire l'abolition de la valeur, du salariat et des classes, en plus court : la destruction de l'économie.



# L'austérité en bref et les derniers coups de la Troïka

## Chypre

**Une autre manière de faire sauter les banques**

Pour rembourser sa dette et le prêt de 10 milliards d'euros que lui a consenti la Troïka, l'état chypriote fait ce qu'on lui demande et met en place l'austérité. Le point phare des directives imposées est la restructuration du secteur bancaire (principale économie de l'île), qui a entraîné la liquidation immédiate de l'importante Laiki Bank (avec de fortes taxes sur les dépôts de plus de 100 000 euros) et le transfert de ce qu'il en restait vers la Bank of Cyprus. Dans tout ça il y a aussi les « efforts » que le gouvernement exige des prolos, et ils sont hardcores, comme ailleurs :

- Augmentation de la TVA de 17 à 19 % pour 2014.
- Augmentation de l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67,5 ans d'ici à 2018. En parallèle à ça, la durée de cotisation minimale sera augmentée d'un an chaque année pendant les 10 voire 15 prochaines années !
- Normalisation des régimes spéciaux de retraites des fonctionnaires (calqués sur ceux des salariés du privé).
- Gel pendant 2 ans au moins des pensions des fonctionnaires.
- 4500 suppressions de postes de fonctionnaires.
- Réduction drastique du nombre de personnes bénéficiant de la gratuité des soins.
- Augmentation de 30 % de la part à la charge des assurés dans le paiement des soins et des médicaments.

## Portugal

La Troïka met la pression, faut dire qu'elle a injecté 78 milliards d'euros. Une perfusion à ce prix-là doit bien pouvoir justifier les dernières mesures décidées par le gouvernement au mois de septembre 2013.

- Coupe salariale pour les fonctionnaires mis au chômage technique : 40% de baisse de salaire les 12 premiers mois, 60% après pour une durée encore indéterminée.
- Volonté de supprimer 30.000 postes de fonctionnaires supplémentaires (depuis 2005, 175.000 postes ont disparus).
- Coupe de 10 % dans les pensions des fonctionnaires à la retraite, pour celles supérieures à 600€ par mois (environ 2/3 des retraités).

## Grèce

**Il reste un peu de Grèce en dessert**

Depuis 2010, le pays a déjà reçu 240 milliards d'euros destinés à son sauvetage. En plusieurs tranches et en contreparties de réformes structurelles qu'on sait brutales. Les gouvernements successifs flirtent en permanence avec la crise politique et ont très peur d'imposer de nouvelles mesures impopulaires. Néanmoins, il reste encore des miettes à économiser. Un nouveau versement de 10 milliards est à l'étude pour 2014. En attendant une tranche d'un milliard doit être versée en contrepartie notamment de mesures dans la fonction publique.

- « Mise en mobilité » et mutation de 25 000 fonctionnaires, assortie d'une baisse de salaire de 25 % pendant 8 mois.
- Licenciement de 4000 fonctionnaires (dont les 2600 de la télé publique).

## Espagne

**L' Espagne en passe de découvrir la formule qui fait mourir les pauvres**

La restructuration de la santé publique en Espagne est des plus radicales. Et pour cause, l'état envisage d'y économiser quelques 7 milliards d'euros sur 2 ans. Partout, la crise économique comporte en son sein un versant sanitaire. La logique veut que la santé aussi soit rentable. Le capitalisme en crise draine dans son sillage x maladies « réservées » aux pauvres. Les récentes manifs de médecins, de soignants et de patients n'inversent pour le moment pas une tendance entamée en 2012, qui se traduit par une dégradation quotidienne des conditions sanitaires.

- Depuis 2012, 873.000 personnes se sont vues retirer leur carte d'accès gratuit aux soins !
- Restriction de l'accès aux soins pour les immigrés sans emploi et sans-papiers.
- Augmentation de la part à la charge des retraités (qui sont censés consommer plus de médocs que les jeunes). 16% d'entre eux ne pourraient pas faire face à ça.
- Allongement de la durée d'attente pour certaines opérations (près de 6 mois, pour tout ce qui est catarcate, prothèse...) Environ 600.000 personnes seraient en attente.
- Diminution du nombre de lits dans certaines régions.
- Diminution du nombre d'heures de travail des personnels soignants de certaines régions.
- Projet de privatisation de 6 hôpitaux pour la seule région de Madrid, en attente de validation.
- Réduction des horaires d'ouverture de plusieurs centres de soin, quand d'autres ont tout simplement fermé.

## CLASS N' CASSE

### « Démolir l'Etat et les nazis » *(slogan des manifestations)*

Mercredi 18 septembre peu après minuit un groupe de trois antifascistes se retrouvent pris en chasse dans la banlieue d'Athènes par une vingtaine de néo-nazis affiliés à l'Aube Dorée. Dans ce genre de cas de figure on agit de façon assez logique : on trace. Ce coup-ci c'était sans compter sur le fait qu'une caisse leur barre le chemin et qu'en sorte un fachos qui schlasse à mort Pavlos Fyssa a.k.a Killah P, rappeur connu pour son engagement.

Alors ça fait toujours un peu chier quand on sait que ces types n'en sont pas à leur coup d'essai et que pas mal de migrants se sont fait buter ces dernières années sans que cela ne provoque de réaction d'ampleur. Néanmoins ça fait plaisir de voir que le soir même dans plusieurs villes du pays des manifs réunissent de 2 000 à 10 000 personnes. Plusieurs locaux fascistes ont été attaqués ainsi que les keufs voulant les protéger. Jet de pierres, Molotovs et barricades prennent à nouveau les rues helléniques. Et comme lutter contre le fascisme c'est avant tout lutter contre le capitalisme, vitrines et banques auront aussi fait les frais de la colère.

Comme la connivence est de mise entre la police grecque et les membre du parti d'extrême-droite on pourra apprécier, ça et là (et là aussi http://www.youtube.com/watch?v=fH9CLuJNmtE ), la participation des fachos aux affrontements, protégés par la police. Longue histoire d'amour.

Coté récup' c'est aussi sournois que dégueulasse. Le gouvernement fait grand bruit des arrestations de certains chefs du parti, se gargarisant de sauver la démocratie tout en renvoyant dos à dos les « groupes politiques violents » qu'il s'agisse de néo-nazis ou de révolutionnaires. La tartufferie est poussée à son comble quand on connaît la violence que subissent les migrants et le projet d'un mur à la frontière turque qui n'a été abandonné que parce que la Troïka refusait de la financer.

# PACIFICATION ET TRANSFORMATION D'UN QUARTIER

## Ça sent la croisade à Arnaud-Bernard

***Divers projets immobiliers et urbains jaillissent à Toulouse, apparaissant sous la forme d'une succession d'acronymes barbares (GPV, TESO, PLU) suffisamment illisibles pour en masquer le contenu. A savoir une conquête économique de territoires, de quartiers, par le biais de « transformations » dont l'objectif, et au final le résultat, est la répression, l'exclusion et la relégation des habitants les plus pauvres, au profit d'une population plus huppée et des commerces qui vont avec.***
***Entre occupation policière, rafles, évacuation des fêtards, rachat de locaux par la mairie et tango contre-révolutionnaire, l'offensive capitaliste prend forme dans le dernier quartier populaire et métissé du centre-ville de Toulouse. Le grignotage du quartier s'accélère. Commerçants, riverains, mairie et police : tout le monde s'y met et franchement ça pue !***

La transformation d'Arnaud-Bernard est une des priorités de la mairie de Toulouse. Ce n'est pas comme si elle n'avait pas déjà commencé depuis quelques années, appuyée notamment par un traitement policier particulier à base d'occupation, patrouilles, contrôles et opérations coup de poing régulières. Mais ces derniers temps le siège du quartier semble s'être resserré et l'alliance mairie-riverains-commerçants-police avoir pris la confiance. L'objectif est de « conquérir » le quartier, et pour ça il faut au moins attaquer par plusieurs angles. Ça pose une ambiance et c'est tout un programme ! Confié comme pour l'ensemble du centre-ville à l'urbaniste Joan Busquets, l'avenir du quartier se dessine comme une sorte d'appendice de l'hyper-centre chicos, sur un axe reliant le Capitole aux boulevards. La mairie ne perd pas de vue l'aspect économique et anticipe les retombées financières d'une restructuration du quartier. Pour elle, « réaménager » Arnaud-B passe par la mise en place de ce qu'ils appellent « la mixité commerciale » et donc l'ouverture de commerces un peu plus « blancs ». Pour cette opération inédite baptisée « Commerce Avenir »[1], elle bénéficie d'un budget d'un million d'euros par an. La mairie se donne les moyens de ses ambitions et a, depuis fin 2012, déjà racheté deux commerces du quartier et envisagerait d'y racheter une dizaine de murs. Elle considère qu'il y a trop de « commerces ethniques » (kebabs, boucheries halal et autres boutiques) à Arnaud-B, ce qu'elle projette de diluer dans « une offre commerciale diversifiée », avec tout ce que cela annonce en terme de bouleversements. Du côté de la mairie on prend des gants, on parle de « rééquilibrage » et de « diversité ». Mais cela masque au final très mal ce racisme d'État que la gauche au pouvoir reprend à son compte. La « diversité à l'envers », c'est un peu le théorème-Manuel Valls qui trouve qu'il n'y a pas assez de *blancos* sur les places populaires, et donc qu'il faut en rajouter. Une sorte de croisade moderne, où la mixité sociale, derrière une façade soi-disant positive, n'est que le prélude à moyen terme à l'exclusion et à la relégation définitives des plus pauvres, qui à Arnaud-B sont souvent immigrés et bien des fois sans-papiers.

Si on se fie au dépliant de propagande distribué au « Point d'information Arnaud-Bernard », local ouvert depuis début 2013, le projet sur le quartier tiendrait en cinq axes : de nouveaux aménagements basiques, faire du quartier un lieu central de la politique culturelle de la mairie, la réhabilitation des logements anciens et enfin, la sécurité qui est un axe prioritaire. Le renforcement des actions de police menées jusque-là est annoncé, tout comme la collaboration plus étroite entre les polices nationale et municipale, ainsi que l'intervention de médiateurs rattachés à « l'Office de la tranquillité »[2]. Ce local sert donc de vitrine légale à ce programme politique de gentrification, visant à rassurer les riverains mécontents tout en servant de tremplin à l'installation future d'une population de bo-bo ou de jeunes cadres dynamiques, entre autres horreurs. L'équipe municipale est en campagne, et comme toujours ce sont les pauvres qui vont payer la note des capitalistes.

***« All the Commerçants et Artisans Are Bastards ! »***
***(Slogan de la résistance informelle)***

Ces convoitises bourgeoises-bohèmes trouvent forcément un écho chez les quelques commerçants regroupés dans l'obscure Association des Commerçants et Artisans d'Arnaud-Bernard (ACAAB) aux aspirations hygiénistes bien connues. Celles-ci se heurtent en théorie et en pratique à la réalité et l'histoire d'un quartier qui est une « terre d'accueil » des immigrés et des réfugiés de toutes les époques. L'ACAAB, ironie du sigle, se retrouve souvent en première ligne de la croisade. Le chiffre d'affaire du petit-commerce a été impacté par la crise économique et la baisse de la consommation. Les commerçants ont depuis longtemps trouvé les boucs-émissaires parmi les occupants de la place. Les vendeurs de clopes, les dealers de shit, accusés de commerce parallèle[3].

Elle a donc tout intérêt à voir une autre population, une clientèle qui a plus d'argent à dépenser, poser ses gaules à Arnaud-B. A son initiative, depuis quelques mois, des affichettes « No shit, no cigarettes, no traffic » décorent les devantures des commerces qui assument leur militantisme sécuritaire. L'occupation policière du quartier ne les satisfait qu'à moitié, eux qui insistent pour l'installation de la vidéo-surveillance sur la place, ce dont la mairie ne veut pas pour le moment.

Outre les dealers et les vendeurs de clopes, une autre de ses cibles est le Marché de l'Inquet (aussi appelé « marché des précaires »)[4] tous les dimanches matin sur la place, pour lequel l'association demande l'arrêt au motif qu'il « dévalorise le quartier ». Engagement typique de l'ACAAB qui n'aime guère les pauvres et qui aimerait les voir quitter le quartier au plus vite. Malgré tout ça, les commerçants d'Arnaud-Bernard, c'est aussi de la culture avec comme point d'orgue des « soirées tango » pour montrer qu'à l'ACAAB on est pas que des bêtes et qu'on aime faire la fête... dès lors que le dancefloor ciré est séparé des terrasses de kebabs par des barrières de sécurité et dès lors aussi que des flics en civil escortent la petite sauterie et protègent les sacs des quelques dizaines de quinquagénaires *venus en amis*. Rien à dire sur le fait de danser sur une place, au contraire, mais si ce tango est une image du futur, ça fait → flipper. Ce type d'initiative rentre bien sûr dans une stratégie de réappropriation de l'espace et leur permet de s'y afficher en propriétaires[5].

1- Cette « opération » est réalisée sous l'égide son Etablissement Public Foncier Local (EPFL), monté pour l'occas'. Ce type de structure ne sert qu'à une chose : préparer le terrain aux transformations urbaines des quartiers, en permettant aux mairies, à travers l'acquisition notamment de locaux, bâtiments ou commerces, d'investir et de se constituer une sorte de parc immobilier.
2- Gadget sécuritaire de la gauche, ce standard téléphonique municipal est ouvert depuis octobre 2009, et son objectif est de contribuer à la lutte contre l'insécurité avec un accent justement mis sur la médiation.
3- Ce qui en soi n'est pas faux. Mais encadré ou pas, légal ou illégal, le commerce est à détruire. Qu'on se le dise, dans une société communiste les clopes seront gratuites !
4- A l'origine, ce marché local n'était pas encadré et pouvait s'étendre tout autour de Saint-Sernin, jusqu'à la rue du Taur. Jusqu'à la fin des années 90, tous les dimanches des personnes sans thunes, étudiants, chômeurs, débrouillards, sortaient sur les trottoirs tout un tas de petites bricoles à vendre, venant des greniers, de récup' ou des poubelles et d'instaurer ainsi un marché aux puces sans droit ni titre, dans la vieille tradition des chiffonniers. Progressivement mais sans surprise, la mairie a comme d'habitude fini par fourrer son nez là-dedans afin d'encadrer légalement tout ça, avec des places attribuées et payantes (1€ / M2), et soumises à conditions. Elle en a confié la gestion à une association de réinsertion (Le Crepi 31) subventionnée, au point qu'aujourd'hui le marché est présenté comme une initiative municipale de « réinsertion socio-professionnelle originale à destination de personnes en situation de grande précarité ».

### *Le riverain, le policier et la sécurité : nuits blanches vs couvre-feu*

« Reconquérir le quartier » ce sont les mots employés par l'adjoint de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de la police nationale (DDSP), lors de la réunion publique organisée en partenariat avec le comité de quartier d'Arnaud-Bernard, une autre entité en guerre. Cette réunion n'a réuni que quelques dizaines de riverains, formant une sorte de syndicat d'habitants mécontents. Face à la grogne de cette frange réactionnaire d'habitants du quartier, la police fait valoir son bilan en terme de répression du trafic de stup et de clopes rendus plus compliqués par l'occupation policière de la place. Autant le dire ça tend l'ambiance, et quelque part c'est un peu le but. Sans compter que les flics ont déjà montré qu'ils pouvaient aller plus loin comme lors de l'agression islamophobe commise cet été au début du ramadan contre un centre musulman du quartier, pour des raisons pas bien claires.

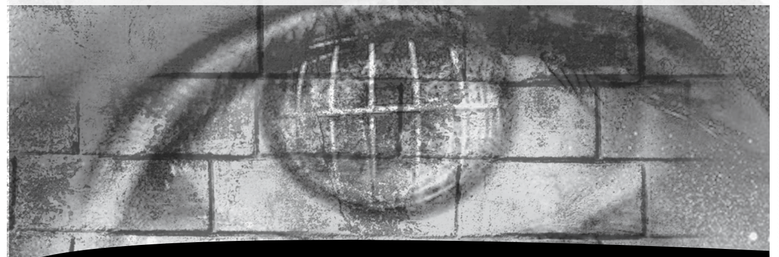
La sécurité, le riverain[6] n' a que ce mot à la bouche, alors on lui en file une ration supplémentaire. Soit-disant qu'il a peur de traverser la place, mais qu'y risque-t-il le bougre, à part un contrôle de police ? Même si les fêtards et les traîne-savates historiques de la place ont le cuir dur, personne n'est aveugle ; avec une occupation policière quasi permanente en journée, le quartier est bouclé. Sous le prétexte de s'en prendre au trafic, c'est tout ce qui s'y passe qui est sous contrôle. Et l'insistance des autorités à répondre aux plaintes des riverains laisse penser que cette occupation ne s'arrêtera qu'avec la transformation effective du quartier et le départ d'une grande partie des gens qui y vivent et qui y traînent, souvent reliés les uns aux autres par l'expérience de la galère quotidienne.

Nous en venons à l'autre versant de la besogne policière qui est la gestion des « fêtards » avec l'évacuation régulière de la place des Tiercerettes à l'heure où les bars tombent le rideau. La vie du quartier pâtit déjà des diverses mesures prises, comme les arrêtés préfectoraux sur la fermeture des bars, ou la Charte de la vie nocturne[7], visant à pacifier les nuits en ville. Car en plus, le riverain n'aime pas la fête, ça fait trop de bruit. On ne compte plus les interventions, pour le satisfaire, à renforts de moyens comme l'utilisation de chiens policiers, ou encore de caméras pour vider la place. Heureusement, certaines ne se sont pas passées sans résistance.
Une des conclusions que nous pouvons tirer, c'est que faire partir la volaille et ses estafettes du quartier ne se fera pas sans la réappropriation de nos nuits blanches.
Rendez-vous est pris ...

5- Comme lors du retrait d'une partie des bancs et pots de fleurs de la place en 2009 qui s'était déjà effectué sous la pression de riverains et de commerçants dans l'optique de la guerre psychologique qu'ils ont déclaré aux vendeurs. Plusieurs habitants du quartier s'étaient d'ailleurs opposés à cette intervention et avaient symboliquement remis des bancs sur la place.
6- Ce que nous appelons « le riverain » est cet archétype d'habitant excédé et procédurier, particulièrement sensible à ce qu'il appelle « les nuisances » qui troublent son droit à la tranquillité, au nom de laquelle les pouvoirs publics prennent en général leurs mesures concernant le bruit, la sécurité ou encore la propreté.
7- Depuis février 2011, par arrêté préfectoral, les bars toulousains doivent fermer à 3H le samedi, auparavant il n'y avait pas d'horaires de fermeture imposé. Parallèlement à ça, la mairie a voulu rajouter sa patte à la pacification des nuits en faisant adopter sa très anti-festive « Charte de la vie nocturne » signé avec des patrons de bar et qui fixe une série de restrictions et d'interdictions

## BREF RETOUR SUR LA SITUATION DES DETENUES DE SEYSSES

Le 10 Mai 2010 une lettre d une détenue de la MAF de Seysses arrivait à la radio Canal Sud comme un cri de secours pour faire entendre le sadisme que les matonnes exerçaient sur elle et ses co-détenues, faisant état de 5 tentatives de suicides en 10 jours. D après les autres témoignages qui sont parvenus à la radio, ces connasses ne manquaient pas de créativité pour imposer leur volonté et maltraiter les détenues sans être inquiétées.
Une solidarité s est organisée autour de cette affaire qui a fait suffisamment de foin pour que les matons et leur syndicats désirent porter plainte pour diffamation envers les relais des paroles des détenues. Ci-dessous des extraits des ces lettres , d autres documents se trouvent sur la toile (voir IAATA http://iaata.info/Sur-la-situation-des-detenues-a.html par exemple).



Extrait d'une lettre reçue le 30/05/13 :

« Les surveillantes se comportent pire que les détenues, elles nous mettent la pression, l'humiliation, elles jouent avec nous. Par exemple, hier, une maman était venue voir sa fille, et parce que cette vieille dame sonnait au portique à cause de son soutien-gorge – cette dame a même proposé d'enlever son soutien-gorge – malgré ça ils lui ont fait faire demi-tour et rentrer chez elle. Cette dame n'a pas de voiture, elle prend le bus, et la prison est à plus d'1h30 de la ville. Il y a aussi une jeune yougoslave qui a fait une fausse couche et qui n'a pas eu les soins adéquats, il y a aussi une détenue qui a été fouillée abusivement, elle l'a ressentie comme un viol et cela trois fois dans une pièce différente en interrompant son parloir. Je peux citer beaucoup d'autres abus »

## RENDEZ-VOUS SUR IAATA : LE NOUVEAU SITE D'INFORMATION À TOULOUSE

« Il nous semble important que des collectifs et individus en lutte puissent échanger, puiser des uns et des unes, analyser ensemble des expériences et des vécus. Ce site se veut un espace, une fenêtre, un carrefour, où les méthodes, pratiques et théories, locales et anti-autoritaires, pourront se croiser. Notre monde fourmille de luttes et de réflexions en tout genre, celles qui nous intéressent sont celles allant contre les différents aspects du capitalisme, de l'impérialisme et du colonialisme. » ***extrait de la présentation du site.***

## CLASS N' CASSE

### Pour une Internationale des Mutineries

Passer son mois d'août en taule a déjà de quoi foutre en pétard, mais lorsqu'un cadavre est retrouvé dans une cellule, le 19 juillet à la maison d'arrêt de Blois, la colère ne se contient plus.

Ce cadavre c'est celui de Mounir Belhoussine, la vingtaine, mort d'une crise cardiaque parce que les gardes chiourmes n'ont pas trouvé pertinent de répondre aux appels au secours de son codétenu. On nous parlera de procédure à respecter, qu'un gardien ne rentre pas seul dans une cellule et ce même si un type se frappe la poitrine, l'écume aux lèvres... Comme quoi les procédures se font toujours à l'encontre de ceux que l'on enferme.

Cette fois plein le cul : « en plus de baiser l'été ces connards s'en prennent à nos peaux ! ». Il y en a qui gueulent, qui refusent de regagner leur cellule et défoncent portes et fenêtres à coups de béliers improvisés. Alors ça ramène personne à la vie, mais ça veut dire « on ne se laissera pas crever », c'est pour lui et contre tout le reste : la taule, ses murs, ses matons et ses balances. De 10h30 à 13h un peu d'espace libéré, jusqu'à l'intervention des Equipes Régionales d'Intervention et de Sécurité ( ERIS ) qui guideront par le bout de la matraque les mutins vers leur cellule.

Une mutinerie qui finit comme d'hab'. Répression, transferts des « meneurs »... Mais cette fois-ci il faut noter les émules qu'aura fais cette mutinerie puisqu'à Chateaudun une tentative éclate dès le lendemain suivie par une autre qui nécessitera l'intervention de renforts envoyés de Paris et Dijon. Autant dire qu'il y en a qui ont mit du cœur à l'ouvrage.

Pour clore notre tour de France des mutineries de l'été on peut encore citer Bois d'Arcy où 20 détenus n'auraient pas quitté le gymnase sans que les ERIS s'en mêlent.

# QU'EST CE QUE LA GAUCHE ?

## Rappel et actualisation d'une critique de la « social-démocratie » et de ses suites...

***Dans une époque comme la nôtre, où la plupart des modèles politiques « classiques » ont disparu ou sont en voie de le faire, il convient quand même de rappeler quelques faits: ici nous aborderons le rôle historique d'un composant bien connu du capitalisme, la social-démocratie.***

***La social-démocratie fut tout à la fois une théorie politique et une partie de l'histoire du mouvement ouvrier international qui apparaît dans la majorité des pays occidentaux entre la fin du XIXème et le milieu du XXème siècle. Mais on peut aussi la considérer comme un autre type de disquette de l'économie..***

Précisons d'entrée que le but recherché ici n'est pas de démontrer une quelconque « trahison » de ce courant de pensée. Mais bien plutôt de démontrer que l'ensemble de son action répondait de manière logique à son rôle historique au sein du capitalisme : le compromis social et donc nécessairement la survie du capitalisme lui-même. Elle fut certes combattue, par les branches conservatrices et libérales du capitalisme en développement, mais également très vite acceptée par ces même sphères comprenant l'importance de son rôle contre-révolutionnaire très utile dans certains moments de troubles que le capitalisme amène si souvent. Enfin il ne s'agit pas uniquement de faire de l'histoire, ce que la social-démocratie a fait pendant longtemps persiste encore, quoique sous d'autres formes, subissant elle aussi les transformations du capitalisme. Et comme toute merde gestionnaire qui se respecte nous entendons bien les dégommer !

**UN PEU D'HISTOIRE :**
**Du 19ème à nos jours: la « longue marche » du réformisme...**

Les premiers partis sociaux-démocrates voient le jour dans les trente dernières années du XIXème siècle, en Russie, dans les pays scandinaves et bien sûr Outre-Rhin. Mais dès le début du XXème siècle on compte des partis socialistes dans presque tout les pays industriels ou en voie de l'être[1]. En ce sens le socialisme réformiste est une composante du mouvement ouvrier tel qu'il se structure et grandit à cette époque là, au même titre que les anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, marxistes ou autre... Mais rapidement le courant qui prédominera dans l'ensemble des partis socialistes sera celui basé sur le modèle du parti social-démocrate allemand et de la deuxième internationale (créée en 1889), c'est-à-dire (pour résumer) le choix de la réforme et de la prise du pouvoir d'État pour arriver à ses fins[2]. Pour ces socialistes, l'État est quelque chose de plus ou moins neutre au sein du capitalisme et donc, de fait, un outil que le prolétariat peut et doit s'accaparer pour instaurer le socialisme. Et ce choix du réformisme ne quittera pas leur histoire jusqu'à nos jours, se retrouvant donc nécessairement imbriqué dans des contradictions politiques facilement devinables.

Mais dans le bouillonnement des idées « socialistes » de l'époque, beaucoup choisissent une autre voie, celle de la prise du pouvoir par la révolution et non par la voie parlementaire. Ce sont les tenants de cette idée qui romproint avec la social-démocratie dans les années 20 pour monter des partis communistes un peu partout en Europe. Mais ces courants partagent quand même bon nombre de points avec les partis socialistes (d'ailleurs le XXème siècle avançant, le rapprochement entre les deux ira vite), comme l'idée que le prolétariat ne peut s'émanciper tout seul, d' où la forme de parti (d'avant-garde). Ils pensent aussi que l'instauration du socialisme ou du communisme passent avant tout par la conquête de l'État et non par son abolition. Et puis, la forme parti oblige, toute participation à la contestation doit toujours être vu sous l'angle du possible développement de la puissance du parti.

Au delà de la liste des crapuleries que nous détaillons dans l'encadré ci-contre, il s'agit juste de retenir que dès le début XXème, partout où la social-démocratie participe au pouvoir, elle prône l'union sacrée en 1914 et appliquera scrupuleusement la politique coloniale de la France durant toute son histoire. Et à chaque explosion sociale, elle sera plus loyaliste au régime que quiconque et plus conservatrice que les conservateurs, n'hésitant pas s'il le faut à écraser elle-même des prolétaires trop virulents. En ce sens les partis sociaux-démocrates sont des partis de l'ordre, qui au même titre que des partis fascistes ou libéraux s'appliquent à la préservation du capitalisme.

**LA GAUCHE AUJOURD'HUI**
**Décomposition et recomposition d'un modèle...**

Bien sûr la gauche (le PS en France) d'aujourd'hui n'a plus grand chose à voir avec la social-démocratie telle qu'elle a existé, et encore moins avec son projet politique. Tout le monde sait que le PS a enlevé de son programme il y a bien longtemps les notions d'internationalisme de la lutte des classes ou d'instauration d'une société sans classe ni domination. Et au cas où on l'aurait oublié le gouvernement nous le rappelle tous les jours, en expulsant des centaines de roms et d'immigrés, en continuant la politique coloniale de la France en Afrique et ailleurs, en balançant toujours plus de flics dans les squats et les manifs... Bref. Aujourd'hui les idées auxquelles se réfèrent les partis socialistes sont les mêmes que celles que prônaient les bourgeois révolutionnaires de 1789 : humanisme, '' liberté" politique, ''véritable" démocratie et républica→nisme. Historiquement la gauche arrive au pouvoir dès que les besoins en terme de restructuration du capital se font sentir. C'est là un des premiers points que nous évoquions plus haut : la social-démocratie comme sauveteuse de l'ordre social. Les exemples sont abondants et actuels : en Europe la moitié des pays qui ont adopté des plans d'austérité l'ont fait sous des gouvernements de gauche (Grèce, Espagne...).

Mais à l'heure actuelle la social-démocratie telle qu' elle était n' existe plus véritablement, du moins dans les pays occidentaux puisque comme on vient de le dire la majorité des partis socialistes ont abandonné ce schéma. En gros on peut dire que lors des 40 dernières années l' échiquier politique dans son ensemble s' est décalé à droite. Ceux qui aujourd'hui jouent le plus la carte du réformisme social sont dans ce que les médias appellent l' extrême-gauche (LO, NPA et front de gauche en France en gros). Ce déplacement est aussi le résultat des transformations sociétales engendrées par la restructuration des années 60-70[5] (qui dit restructuration dit défaite du prolétariat, et la gauche y a très bien participé dans les année 80-90), et principalement la quasi disparition de l'identité de classe du prolétariat (du moins dans son apparition).

La social-démocratie en tant qu'idéologie est certes presque morte, mais ce qui est intéressant c'est qu'elle a réussi à imposer dans presque tout les courants politiques « contestataires » ses idées les plus merdiques, et principalement le réformisme, la participation électorale, le compromis, la discussion avec l' ennemi, l' interclassisme et le fait d'avoir des représentants (majoritairement de classe sociale plus élevées). On retrouve ainsi ces éléments pourtant vivement combattus pendant longtemps par une partie du mouvement ouvrier révolutionnaire, dans presque tout l' échiquier politique de « gauche », voir même du centre à certaines organisations anarchistes pourrait-on dire[6].

***« La gauche est et restera une merde »***

On serait tenté de dire que gauche ou droite, c'est toujours la même. Et c'est vrai. Mais là où quelque chose change un peu c' est sur la manière de gérer les conflits sociaux, voir même de les annihiler en amont. Pour être plus clair, ce n' est pas la même chose de lutter face à un gouvernement de gauche. Une des raisons les plus simples réside dans l'ensemble des appareils de soutien logistique que possède la gauche. Ce n'est une nouvelle pour personne que le PS a de nombreux « sous-traitants », c' est-à-dire des relais, qu' ils soient associatifs ou syndicaux. Ce sont ces mêmes relais qui participaient aux luttes contre la droite lorsqu' elle était au pouvoir, tout en veillant bien à ce qu' elles ne dépassent pas le cadre réformiste. Et c' est là aussi que se forment les futurs cadres du PS. Par exemple le syndicat étudiant l'UNEF est le parfait exemple de cette relation, lui qui fournit depuis tant d'années des pourris de gauche[7] (la CFDT n' est pas en reste non plus).

On mesure bien cela lorsqu' on pense à l' apathie du « mouvement social » depuis l' élection d' Hollande. Les syndicats jouent les larbins, essaient de gratter un peu d'importance et les forces politiques d'extrême-gauche s'engluent dans la défense des acquis sociaux. On ne peut même plus parler de progressisme quand l' ensemble de ces courants en est réduit à défendre le programme du CNR : c' est-à-dire le summum historique du compromis social et de l' alliance entre la social-démocratie et la bourgeoisie libérale. Ils reprennent ainsi l' idée historique de cette même social-démocratie : que l' État peut être utilisé à des fins justes, qu' il suffirait de l' extirper des sales mains capitalistes.

Il ne s' agit donc ni de pleurer une époque bénite ni de crier à la trahison. Pour nous la gauche est et restera une merde (à écraser sur de belles façades, les leurs par exemple vu leur patrimoine immobilier...) . Il s' agissait simplement de rappeler quel rôle historique elle a joué et joue encore, en mode contre-révolutionnaire, et se souvenir qu'ils seront toujours là pour nous pourrir la vie et préserver ce capitalisme qui leur va si bien.

En gros, comme une conclusion prévisible, disons que « leurs intérêts ne sont pas les nôtres »...

1- En France il faut attendre 1905 et la création de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO), ancêtre du PS.
2- A noter que de nombreux marxistes ou autres révolutionnaires ont participé aux partis social-démocrates, ne considérant pas nécessairement la participation aux élections et la révolution comme contradictoire.
3- Voir à ce sujet l'article « 1936 : le front populaire contre les occupations d'usine » parut dans le hors série numéro 2 de *Courant Alternatif* .
4- De nombreux socialistes représentent également la tradition jacobine de l'État français, qui s'est attachée à écraser toute « minorité nationale » physiquement, socialement et culturellement. Corses, bretons, basques, occitans, guadeloupéens, kanaks et tant d'autres ont pu goûter allègrement à cette gestion coloniale française.

5-Même l'idée d'un « changement » politique, aussi minime soit-il, plus personne n'y croit. Si Mitterand a « supprimé » la peine de mort et donné quelques amnisties, on peut dire qu'il ne restait plus grand chose à Hollande pour tenter de montrer qu'il est de gauche.
6-Nous avons déjà largement abordé cette question lors des numéros précédents/ Se reporter notamment à l'édito du numéro 1 et à l'article « Austérité, comme son nom l'indique... »
7- Nous aborderons dans un prochain numéro ce que nous entendons par citoyennisme, qui représente pour nous une évolution majeure du contenu politique des mouvements sociaux depuis la restructuration des années 60-70.
8- Comme Juliard pendant le CPE. Beaucoup de petits trous du cul dans leur genre ont suivi ce parcours. Il s'agit de s'en souvenir dès qu'on voit un nouveau « leader étudiant » arriver : autant lui foutre une raclée maintenant !

## LE CASIER JUDICIAIRE DE LA GAUCHE

### Ou la longue liste (non-exhaustive) de la crapulerie !

**Loin de l'histoire officielle ,que prônent ces courants, rétablissons quelques « vérités »...**
**Rappel succint de l'histoire de la social-démocratie :**

► Lors du déclenchement de la première guerre mondiale, les socialistes français participent immédiatement à l'union sacrée (c'est-à-dire au ralliement de toutes les forces politique pour la défense nationale), les députés votants même les crédits nécessaires à la guerre. Pour eux, l'ennemi est allemand, pas bourgeois ! Les leaders de la SFIO Guesdes et Sembat participent même au gouvernement et scellent ainsi l'histoire du parti socialiste comme histoire d'un parti de collaboration de classe.

► A la fin de la Guerre, des grèves et révoltes d'ouvriers, et de soldats éclatent un peu partout, avec en toile de fond, 4 ans de boucherie, pour des intérêts de capitalistes et de colonialistes. Et puis la révolution russe de 17 aussi, qui donne des idées... En Allemagne, dès 1917, d'énormes grèves de métallurgistes dans les usines d'armement ont lieu régulièrement, jusqu'à ce qu'éclate l'insurrection de Novembre 1918, où partout, de Kiel à Berlin en passant par Cologne, se forment des conseils d'ouvriers, de soldats et de marins. D'énormes cortèges jonchent les villes, et dans bon nombre d'endroits le pouvoir appartient à ces même conseils. Mais la bourgeoisie et les conservateurs de l'ancien régime ont appris de la révolution Russe et immédiatement, s'allient avec la social-démocratie (majoritaire) pour calmer l'ébullition et préserver l'ordre capitaliste. Noske se voit accorder les quasi pleins pouvoirs et les utilise pour massacrer par les armes le prolétariat révolutionnaire !

► 1936 : Le front populaire en France, tout juste au pouvoir, provoque les accords de Matignon, main dans la main, avec le patronat et la CGT, pour calmer une situation qui leur échappe (occupation d'usine et millions de grévistes)[3]

► Le 10 Juillet 1940, ils mettent le paquet ! Les socialistes de la SFIO votent, main dans la main (qu'est-ce qu'ils peuvent kiffer, serrer des pognes,quand même....faut dire!!) avec l'extrême droite et le Parti Communiste, les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain !

► En 81 Mitterrand arrive au pouvoir. Contrairement, à ce que nous vend encore la gauche sur ces années, cette période reste celle de l'instauration de la rigueur économique et la répression sauvage envers les luttes ouvrières et politiques (Chooz-Vireux par exemple). En France ce n'est pas Thatcher qui a défoncé les ouvriers, ne l'oublions pas !

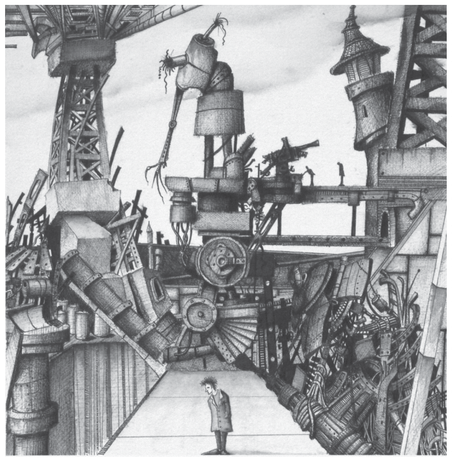
► Les partis socialistes, ont tous, très vite pris un tournant nationaliste et impérialiste. Quand certains socialistes, au début du siècle, faisaient déjà des déclarations sur la « nécessité coloniale » d'autres au cours du siècle, profiteront de leur participation à différents gouvernements pour perpétuer les massacres coloniaux de l'armée française : les algériens de Sétif et Guelma en 45 ont pu goûter à l'humanisme des socialistes français (20000 morts...), de même que les kanaks, vietnamiens etc.

# INDUSTRIE 2.0

## Désindustrialisation, ré-industrialisation: la restructuration

***Les dernières annonces du gouvernement concernant le plan de ré-industrialisation sur le territoire français sonnent comme une ode au futur, fleuri d'un parterre d'objets connectés, de voitures électriques et d'avions toujours un peu plus modernes. Véritable feuilleton de propagande, la sortie de crise annoncée n'est qu'un objectif abstrait venant justifier l'ensemble des mesures prises par le gouvernement, à la demande des capitalistes français, pour réadapter ce territoire occidental chouchouté au dur dilemme de la concurrence mondiale de la main d'œuvre : « Mange ma merde ou ne mange pas. ».***

Avec la loi sur l'emploi (anciennement ANI), la réforme des retraites, les accords de compétitivité inter-entreprises et maintenant le plan de ré-industrialisation (ARI), la restructuration du territoire économique français, donc du rapport capital-travail, ne met pas de gants, et elle a bien raison, puisque personne ne semble vouloir la mordre. Quoi de plus normal : **on ne mord pas la main de celui qui nous nourrit, surtout en temps de disette** … En attendant que les mauvais jours finissent, nous allons tout de même nous soulager dans leur triste soupe, le sourire aux lèvres.



Bien sûr, cet ordre national a son impact local et le bon élève de l'industrie française, Airbus, n'échappe pas à la règle et parfois même la précède. Après être revenu sur les grandes lignes de la restructuration française actuelle, nous jetterons un coup d'œil du côté du géant bis de l'aéronautique, cher à nos envies de sabotage, pour comprendre comment il s'enrichit toujours plus sur le dos des prolos d'ici et d'ailleurs.

**PLAN MCKINSEY**

Ce super plan s'annonce d'avance comme un plan d'industriels, non comme un plan étatique, et cela change pas mal de chose concernant la vieille idée du développement des forces productives par le puissant État providence. Réalisé par le cabinet McKinsey, qui place en sous-titre de son enquête « 5 pistes aux industriels français pour tirer parti de la mondialisation », l'étude planificatrice met en avant 34 priorités pour le renouveau productif de l'industrie française où la notion d'industrialisation n'a plus grand-chose à voir avec le vieil imaginaire de l'industrie minière et sidérurgique d'antan. Place aux gigantesques pyramides sous-traitantes, aux 10 % de marges obligatoires et à la robotique compétitive. Et pour faire place nette à ce nouvel élan, rien de mieux qu'un accord national interprofessionnel, où se manifeste clairement le rôle de l'État au sein du mode de production capitaliste, celui du législateur du Capital. Celui qui dit avec toute sa force légitime et démocratique « vous courberez l'échine ». →

## CLASS N' CASSE

### Nouvelle vague de licenciements pour les ouvriers de michelin.

Nouvelle vague de licenciements pour les ouvriers de Michelin. Le 12 juin, la direction annonce la suppression de 700 postes sur les 900 que compte l'usine de Joué-lès-Tours d'ici 2015.

Pour certains, c'est la deuxième fois qu'on les entube, avec la fermeture en 2006 de l'usine de Poitiers. On se rappellera au passage de la promesse du maintien d'une partie des emplois contre le déplacement des ouvriers poitevins à 200 bornes de chez eux. C'était sans compter la cure de compétitivité que les industriels français ont imposée.

Vu la disquette mise par le patron, on peut comprendre leur petit coup de sang à la manif du 26 juin à Clermont-Ferrand, où 400 ouvriers de l'usine tourangelle ont avancé d'un pas ferme et décidé vers le siège social de Michelin à l'occasion d'une réunion de direction où les patrons devaient expliquer les B-A BA du système capitaliste aux syndicats, a priori silencieux.

La horde de prolos rageux a été accueillie, à peine arrivée, par les coups de gaz lacrymos par les agents de sécurité. Malgré la douche piquante, les camarades ont poursuivi leur entreprise de démantèlement du siège social en arrachant les grilles d'enceinte, un peu comme on allait démonter leur usine.

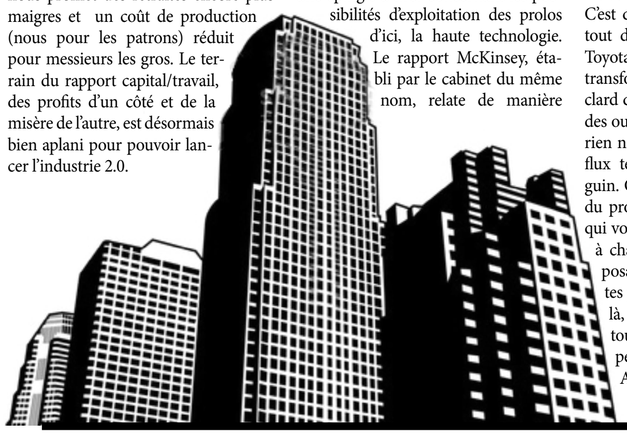
Dépassés par l'ampleur du mécontentement, les agents de sécurité ont gentiment laissé la main aux CRS, plus à même d'expliquer le Capital à coups de tonfas et de serflex. La direction a déclaré « être satisfaite du dialogue social ».

## LA LOI SUR L'EMPLOI ET LES ACCORDS DE COMPÉTITIVITÉ

On remarquera une chose : les patrons des bastions ouvriers n'ont plus peur de la révolte. L' extension de leur terrain de jeu en dehors de toute frontière leur a donné un coup d'avance certain et les prolos en lutte l'ont tous compris. On a plutôt assisté ces dernières années à des luttes pour la défense de l'emploi que pour la revalorisation des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Là, avec l'ANI, on peut dire que la couette est pratiquement tirée au max (il n'y a de maximum que le travail gratuit et encore). Les patrons peuvent solliciter des baisses de salaires, l'augmentation du temps de travail ou encore la mobilité de ses salariés, en suggérant un licenciement économique à ceux qui ne voudraient pas faire une heure et demie de route tous les matins pour aller au taf. Pour cela, les patrons n'auront qu'un simple accord local à faire signer aux syndicats, d'entreprises ou de branches et tout roulera ; Et quand on voit les syndicats dire que la priorité, c'est le renouveau industriel et la sauvegarde de l'emploi, on conclut très vite le type de logique qui peut se mettre en place dans leur stratégie : « 200 emplois, c'est mieux que 50. Mais 50, c'est mieux que 0. Allons-y pour 50, merci patron. » On vous laisse imaginer les conditions de travail des 50 qui feront le boulot des 200, avec l'aide de quelques intérimaires formés sur le tas.

La loi sur l'emploi, qui offre aux accords de compétitivité un cadre légal[1], a débuté sur les chapeaux de roues : Renault (7.500 suppressions nettes, augmentation du temps de travail à salaire égal et mobilité professionnelle accrue), PSA (accord en cours de négociations, on a vu comment ils ont traité les camarades de l'usine d'Aulnay) et Bosch (Augmentation du temps de travail, de la productivité, suppressions des RTT et gel des salaires), Chantier navals STX (Baisse du taux horaire de 5 %, amplitude horaire/semaine flexibilisée, de 0 à 48h). Et pour tous, une réforme des retraites qui nous fait travailler plus longtemps, ce qui en réalité nous promet des retraites encore plus maigres et un coût de production (nous pour les patrons) réduit pour messieurs les gros. Le terrain du rapport capital/travail, des profits d'un côté et de la misère de l'autre, est désormais bien aplani pour pouvoir lancer l'industrie 2.0.

***« on vous laisse imaginer les conditions de travail des 50 qui feront le boulot des 200 »***



## 34 PRIORITÉS POUR UNE BAISSE DU COÛT DU TRAVAIL

Face à l'extension mondiale de la main d'œuvre, sollicitée par la baisse du coût du travail dans le jeu de la concurrence mondiale des capitalistes, les territoires se redessinent en fonction des possibilités de rentabilité et de compétitivité de chaque région. Et ce n'est pas un hasard si le gouvernement opte pour une dénationalisation du contrat de travail (à travers l'ANI). On a bien compris que la vieille dichotomie Nord/Sud, Nord pour l'Occident et Sud pour le reste, n'a plus vraiment de réalité concernant le niveau de vie des prolos. Il y a certes des disparités, pour les exploités d' « ailleurs », qui n'ont pas connu la phase d'une économie capitaliste basée sur un circuit national fermé (productif grâce en grande partie à ses colonies faut-il le rappeler) avec un État fort, garant d'une intégration du prolétariat comme communauté à représentation légitime et ayant son mot à dire, genre la France jusqu'aux années 80, et donc qui se retrouvent, ces prolétaires d' « ailleurs », face à un capitalisme sans muselière, qui propose des salaires encore plus miséreux que les nôtres.

Malgré tout, pour les capitalistes occidentaux, il semble qu'il y ait encore une épingle à tirer concernant les possibilités d'exploitation des prolos d'ici, la haute technologie. Le rapport McKinsey, établi par le cabinet du même nom, relate de manière objective (c'est-à-dire d'un point de vue économique, donc capitaliste ici bas) la position de l'industrie française. Appuyant son propos sur la concurrence mondiale, la stratégie McKinsey insiste sur deux points : réduire les coûts de production/accroître les parts de marché là où la concurrence est soutenable, du côté des hautes technologies. On reportera ici les 34 lignes prioritaires pour le renouveau industriel retenues par le gouvernement, suite au rapport.

On le voit, l'industrie 2.0 mise tout sur les nouvelles technologies, en espérant qu'elles se vendent, malgré l'étranglement des moyens de subsistance qu'ils ont mis en place en Occident (le gros du marché). Il est possible que les quelques technologies d'infrastructures, destinées aux entreprises et aux sphères étatiques, aidées par les fonds d'investissement et autres crédits d'amortissement, se vendent relativement bien pendant encore quelques années malgré des prix conséquents, mais « pour les autres, c'est clair, ça sera pas facile »[2]. Donc, vu que le cabinet est au courant de la difficulté de son 2.0 à deux balles, et qu'il veut l'éviter pour toute sa petite troupe, une solution particulièrement innovante vient s'inviter dans le domaine de la gestion du travail: augmenter la productivité et baisser les coûts.

Pour cela, le cabinet précise dans une note de synthèse qu'il faut définitivement passer du côté du LEAN. C'est quoi ? C'est un concept qui sort tout droit des délires des patrons de Toyota et qui, lorsqu'il est appliqué, se transforme en un petit ingénieur binoclard qui vient scruter les faits et gestes des ouvriers et l'état des stocks afin que rien ne dépasse mais que tout reste en flux tendu, comme un système sanguin. C'est un agent de la fluidification du processus capitaliste. C'est un type qui vous dira « tu vois là, tu te tournes à chaque fois pour prendre le composant, il vaut mieux que tu mettes tes provisions sur ta droite … Non, là, c'est trop haut. Voilà, encore un tout petit peu, encore un tout petit peu, … petit peu, … peu. Voilà. Ah non, là c'est de trop. Non, voilà reste comme ça … » et ainsi de suite. Si toutefois, ça ne fonctionne pas, il faudra délocaliser une partie du travail à moyenne valeur ajoutée dans des pays à plus faible coût de main d'œuvre et cibler la production sur l'assemblage final et les processus de travail à très haute valeur ajoutée, synonyme de haute technologie et mécanisation majoritaire. Donc, rien de nouveau. Enfin le rapport se concentre particulièrement sur l'amélioration des services « Recherche et développement », du management etc … Faire en sorte que les ingénieurs et les cadres-managers soient jusqu'à dans leur pieu, des agents du Capital.

## L'HOMME ET LA MACHINE

Parfois, il est nécessaire de revenir aux bases pour analyser les différentes tactiques des capitalistes occidentaux pour sortir de la crise. Et en se penchant sur le type de procès de travail qu'actionne ce renouveau industriel, on peut d'avance assurer que la production française ne gagnera pas en emploi mais gagnera en valeur ajoutée réalisée, d'une part par la main mise sur la mécanisation complexe des moments d'assemblage, c'est-à-dire la dernière étape du procès de travail, et bien sûr d'autre part par la délocalisation des activités de montage simples. En effet, les capitalistes occidentaux tentent pour l'instant de préserver leurs profits et leurs parts de marché, largement mises en branle par les capitalistes des pays émergents, en ciblant leur production industrielle sur des objets complexes, sollicitant des logiciels avancés et des machines coûteuses, et des travailleurs qualifiés pour faire fonctionner ces outils. Mais les produits complexes et technologiques, bien qu'ils soient coûteux à la vente, ne sont pas les produits les plus rémunérateurs pour les capitalistes. La mécanisation coûte très cher, bien qu'elle augmente la productivité et qu'elle permette des opérations→ →
inopérables à hauteur d'homme. Plus l'arsenal mécanique et technologique est lourd, moins le procès de travail sera rémunérateur pour le capitaliste[3]. Pour être clair et concis, le plan de ré-industrialisation n'est pas un effort national pour le « peuple » français, il est une simple tactique des capitalistes d'ici pour préserver leurs intérêts, maintenir leurs profits face à la concurrence mondiale particulièrement féroce, grâce à un avantage certain, leur tendance au monopole sectoriel régional, leurs capacités à débloquer des capitaux et l'accès à un prolétariat qualifié. Tout ce qui vient d'être détaillé préalablement, nous le retrouvons dans notre exemple local au combien symbolique, Airbus.

1- Franchement, y a pas à dire, le droit du travail, psartek !
2- NTM, extrait de « Laisse pas trainer ton fils » (1998, Paris).
3- Nous n'aborderons pas la loi de la baisse tendancielle du taux de profit dans cet article. Nous reviendrons sur ce concept lors d'une prochaine « disquette de l'économie ».



## LES 34 PRIORITÉS :

Énergies renouvelables / La voiture pour tous consommant moins de 2 litres aux 100 km / Bornes électriques de recharge / Autonomie et puissance des batteries / Véhicules à pilotage automatique / Avion électrique et nouvelle génération d'aéronefs / Dirigeables - charges lourdes / Logiciels et systèmes embarqués / Satellites à propulsion électrique / TGV du futur / Navires écologiques / Textiles techniques et intelligents / Industries du bois / Recyclage et matériaux verts / Rénovation thermique des bâtiments /Réseaux électriques intelligents / Qualité de l'eau et gestion de la rareté /Chimie verte et biocarburants / Biotechnologies médicales / Hôpital numérique / Dispositifs médicaux et nouveaux équipements de santé / Produits innovants pour une alimentation sûre, saine et durable / Big data / Cloud computing / E-éducation / Souveraineté télécoms / Nanoélectronique / Objets connectés / Réalité augmentée / Services sans contact /Supercalculateurs / Robotique / Cybersécurité / Usine du futur.

## AIRBUS

Un changement conséquent vient d'intervenir au sein d'EADS, dont Airbus est une branche. Tom Enders, son PDG, vient d'annoncer la refondation complète de la structure. Désormais, EADS s'appelle Airbus, et ils n'ont pas fait que changer de nom.

Tandis qu'on peut encore observer à la cité de l'espace et au musée de l'aéronautique ce que signifie l'esprit pionnier dans les airs, la tournure que prend la restructuration montre que le géant Airbus compte bien faire revenir ses rêveurs sur terre. Face à une industrie historiquement soutenue par les États occidentaux, en France, en Espagne ou encore en Allemagne, Tom Enders a clairement montré sa volonté de couper court avec cette vieille tradition de dirigisme étatique. En rachetant des parts de capitaux à l'État français, le PDG d'Airbus insiste : «Airbus doit être une entreprise dont le mode de fonctionnement est le même que celui de nos concurrents directs». La stratégie affichée est celle de la rentabilité avec 10 % de marge opérationnelle[4].

***« qu'en est-il de la merveille industrielle concernant notre bien-être ? »***

Depuis 1995, les processus de rationalisation de la production à Airbus ne cessent de se succéder, décrivant ce que l'on appelle la restructuration sans fin. 1995 et 2001, intervient le plan CAP, visant une réduction des coûts de l'ordre de 30 %. En 2004, c'est le plan Route 06 qui orchestre une réduction de coût de 15 %. En 2007, là, c'est très sérieux : Airbus lance le plan Power 8. L'objectif est de réaliser 2.2 milliards d'euros d'économies et générer 5 milliards de cash. Après 7900 suppressions de postes, le plan Power 8 a permis de faire 2.5 milliards d'euros d'économies et générer 10 milliards de cash. Les techniques du Lean sont généralisées dans les ateliers et chez les sous-traitants qui sont passés de 3000 à 500. Avec ce plan de restructuration, Airbus engage la voie de l'industrie 2.0. La surveillance des coûts devient impitoyable et les salariés, au nombre de 20000 à Toulouse, dénoncent plusieurs fois le plumage de l'oiseau, qui, d'une part, vient renforcer le chômage à Toulouse et augmenter les cadences pour les rescapés. Airbus fonctionne en structure pyramidale. L'assemblage final est réalisé dans les usines Airbus (on appelle ça l'architecte intégrateur) mais tout le procès de travail en amont est réalisé par des sous-traitants, déclinés en quatre rangs. « Rang 1 : les systémiers qui réalisent des systèmes complets et complexes.
Rang 2 : les équipementiers qui réalisent des modules techniques qui s'intégreront à un système plus complexe. Certains équipementiers sont de rang 1, c'est-à-dire qu'ils fournissent directement un module spécifique à Airbus. Rang 3 : Les sous-traitants de spécialité réalisent des pièces spécialisées au profit des équipementiers et/ou systémiers. Rang 4 : Les sous-traitants de capacité réalisent des produits standards sur un marché très concurrentiel. »[5]. Les sous-traitants les plus exposés sont ceux de rang trois et quatre, qui ont pour obligation de délocaliser une partie ou la totalité de leur production « en zone dollar », hors d'Europe quoi, principalement au Maghreb, où les salariés coûtent peu. C'est là où Airbus se fait le plus de thunes si on regarde de manière globale le processus de production. Ces rangs 3 et 4 ne bénéficient pas de la qualification de travail à haute valeur ajoutée. La concurrence mondiale tient donc son cours sans spécificité. Mais les rangs 1 et 2, moins fragilisés par cette concurrence, restent sous pression du géant, qui augmente les cadences et sollicite une augmentation du capital constant (les machines, les entrepôts, les postes de production et les matières premières ou usinées par les rang 3 et 4) et du capital variable (notre force de travail) que les patrons de ces rangs n'avancent pas toujours (l'industrie aéronautique demande beaucoup de disponibilités de capitaux car le paiement des avions intervient à la livraison, ce qui produit un stress constant sur les lignes de production, mettant en place « naturellement » la technique du Lean).

Mais après avoir parlé de tant de milliards d'euros, qu'en est-il de la merveille industrielle concernant notre bien-être ? C'est la même galère en Haute Garonne qu'ailleurs en France : plus de 10 % de chômeurs (ceux qui sont inscrits à Pôle emploi) et un revenu moyen de 22000 balles à l'année par foyer et ça, c'est une moyenne confondant toutes les classes sociales, alors si on se concentre sur les prolos, travailleurs ou pas, ça fait mal. Ce qu'on veut dire par là, c'est que l'industrie aéronautique, mise à part la symbolique de région attractive, elle n'est pas là pour nous embellir la vie, bien au contraire. Comme nous l'avons vu précédemment, les mêmes tensions à la concurrence internationale, donc à la baisse des salaires, animent le capitalisme à l'échelle locale. Une simple analyse de la production capitaliste tordra le coup à tous ceux qui diront que la solution est du côté d'une économie nationalisée, de la suppression du parasite financier pour revenir aux fondamentaux du Capital ou encore de la débrouille alternative des prolos face au système. Tout ça, c'est du baratin[6]. La crise actuelle se découvre comme un approfondissement des antagonismes de classe, avec à l'offensive, une classe capitaliste faite d'intérêts divergents (concernant la concurrence des capitaux privés) mais qui, dans son action globale, attaque de manière cohérente nos conditions d'existence, et ça, de manière internationale, jusqu'au plus petit recoin de nos vies. Y a pas à dire, il faut que ça pète. L'essentiel est qu'on ait les bons réflexes. Pour l'instant, l'ambiance est désertique.

4- La marge opérationnelle est le rapport entre les résultats d'exploitation et le chiffre d'affaire de l'entreprise. Les résultats d'exploitation, y a pas plus clair comme chiffre : c'est la valeur, exprimée ici en euros, qui a été dégagée de l'exploitation des travailleurs, en soustrayant les dépenses liées au processus de production des ventes réalisées. Le chiffre d'affaires est le total des ventes réalisées. En mettant en rapport ces deux données, c'est à dire en divisant le résultat d'exploitation par le chiffre d'affaire, on obtient cette fameuse marge opérationnelle. Pour EADS, c'est en 2012 2 milliards 186 millions d'euros de résultats d'exploitation (EBIT), et 56,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires : environ 4 %. Tom Enders a dit qu'il serait impitoyable avec la marge opérationnelle de 10 % pour 2015. Il faut donc qu'il augmente ses résultats d'exploitation de plus du double. Ça va suer sévère.
5- Carré d'info, « Si Airbus déménageait », 18 avril 2013.
6- Il est évident que l'on sera amenés dans les prochains numéros à évoquer ces mirages tels que « la France au Français », « Pour une économie réelle contre le parasite financier » ou encore « Comment vivre sans argent ? ». Un peu malgré nous. Pour l'heure, nous en resterons là.

# LES ILLUSIONS DU MADE IN FRANCE

Que ce soit l'aile sociale montebourgeoise de la gauche « institutionnelle », ou la gauche « populaire » des paluches de Méluche aux chicos de Besancenot sans oublier bien sûr l'extrême-droite et cette batarde de Lepen, l'idée du « made in france » prévaut pour tous comme une partie de la solution à la crise (et cette convergence des idées peut en attrister plus d'un). Bah oui, l'équation paraît simple : produire et consommer français = baisse substantielle du chômage. Cimer les mecs ! C'est pas comme si ça rappelait les bonnes vieilles antiennes du protectionnisme keynesien en vogue lors de la crise de 29 .

En leur laissant le bénéfice du doute quant à la sincérité de leurs idées d'une autre époque (les années 30, c'est loin ...), le retour de la production sur nos aires nationales bouclées, via un programme de réindustrialisation, n'aurait pour conséquence que de faire baisser drastiquement les salaires des ouvriers français . En effet, malgré une production horaire supérieure, les travailleurs bien de chez nous restent cependant bien moins « compétitifs » que les ouvriers des pays où se concentre la production actuellement, puisque, par exemple, un salaire moyen français est 10 fois plus élevé qu'un salaire moyen chinois. Ainsi, au sein de la dynamique du capitalisme, une relocalisation impliquerait un abaissement du coût du travail, une des seules variables ajustables dans le cadre de la permanente valorisation du capital. Qui dit produire français, dit également produire au plus bas coût possible et donc avec des ouvriers aux salaires considérablement revus à la baisse !

Ou alors... et c'est le cas actuellement de l'infime quantité de produits authentiquement « made in france » (du 100 % français relève quasiment du mythe au vu du mode de production ...), le produit est excessivement cher car il faut bien que profit se fasse : un produit ayant un coût de production français ne peut avoir le prix d'un produit asiatique. Un poisson provenant des eaux françaises coûtera toujours bien plus cher qu'un poisson du Mékong, et ce, malgré les frais de transport occasionnés. Acheter plus cher, sous prétexte d'un label français, ne fait pas non plus l'affaire des prolos, d'autant plus lorsque le fond de l'air est à l'austérité.

Quant à nos politiciens, lorsque ce ne sont pas des candides rêvant de revenir aux schémas vieux de quelques décennies, ce sont des tartufes surfant sur une vague populiste d 'exacerbation du nationalisme et à la préférence franco-française (on ne s'en étonnera pas pour l'extrême-droite). Et ça pue la mort. En effet, le nationalisme impliqué par le « produire chez-soi » et le « consommer de chez-nous », n'est que le trompe l'œil simpliste d'une amélioration des conditions de vie. Que les prolos brisent les frontières superficielles de ce monde de merde! Le seul concours mondial de la main d'œuvre qui paraît « sain », c'est celui de l'émeute, du sabotage et du bûcher.

# LE SOIN PÉNITENTIAIRE A DU CACHET

## Portes d'hôpital et lits de prison

### ASSERVIR PAR LE CORPS, ENTRE IDEAL REPRESSIF ET HUMANISME LEGISLATIF

D'après la loi, qui assure la domination des riches sur les exploités derrière les quelques couches de vaseline qu'elle concède pour pas révolter trop ces derniers, la santé en prison est un droit, et les soins proposés doivent être les mêmes qu'à l'extérieur. Cette préoccupation généreuse de nos législateurs traduit des enjeux sociétaux et idéologiques. Et bien entendu, la réalité ne complit pas le précepte législatif. Comment être en bonne santé enfermé entre quatre murs et cerné de matons ? La santé en prison est un vaste sujet car elle recouvre de multiples aspects : l'impact de l'enfermement sur le corps, sur le cerveau, l'alimentation, la sexualité, etc. On va pas faire ici une analyse exhaustive du merdier. Juste une réflexion sur comment s'organise le soin en prison, et sur l'accès qu'en ont les prisonniers.

### PUNIR MAIS PAS TUER , DONC SOIGNER

La prison, l'organe suprême de la répression, a pris un tournant après la guerre 39-45, pour apparaître plus soucieuse de l'individu. La punition ne serait plus la fin en soit, à présent l'objectif est la réinsertion. Devrait-on dire rédemption. Du coup, depuis la réforme de 1945, il y a un affinement des structures de soin en prison, psychiatriques essentiellement. Normal, psychiatrie et prison forment des alliances solides depuis toujours. Et si le prisonnier devient un individu à réinsérer, mieux vaut le considérer comme malade : ses agissements sont plus rassurants si on les considère comme les symptômes d'un individu détraqué plutôt que comme symptomatiques d'une société pourrie. Dépendantes d'abord de l'Administration Pénitentiaire (AP), les structures de soin en prison ont suivi un mouvement progressif d'ouverture aux acteurs aux fonctions premières non répressives, jusqu'à passer sous l'égide de la santé publique. Les matons auraient fait la place aux médecins, et la santé des détenus ne serait plus gérée par les agents répressifs[1]. La réforme de 1994 entérine le passage de la santé des détenus des mains de l'AP au service publique de santé en étendant la protection sociale à ces derniers.

Le passage de la punition bête et méchante à l'objectif clamé de réinsertion signifie que le souci de vengeance n'est plus le moteur revendiqué des peines de prison. Toute maltraitance corporelle est assimilée à de la torture, donc la prison est censée préserver la santé des incarcérés, leur « dignité » également d'après plusieurs mesures légiférées, comme la loi Kouchner et amendement Papon qui permettent aux condamnés par la faucheuse de mourir dehors[2].

Ces mesures et la réticence à les faire appliquer expriment la tension entre des emprisonneurs « humanistes » pro-réinsertion et des emprisonneurs punitifs radicaux pro peine de mort . Les politiques et les acteurs de la concrétisation des mesures surfent entre ces deux pôles de bâtards moralisateurs dans leur discours et leurs actions, et l'existence de la perpétuité est le symbole de leur impasse absurde. La tendance globale devient : on ne tue pas officiellement en prison même si les gens y meurent, on dit qu'on les soigne même si on les fait juste crever lentement entre quatre murs .

Certes, c'est indéniable, il y a une médicalisation croissante des établissements pénitentiaires. Faut dire que ça a plusieurs avantages : c'est plus rentable économiquement que la santé publique gère des structures médicales internes plutôt que l'AP paie des allers-retours de détenus entre prison et hosto extérieur, et puis la proximité géographique et relationnelle avec le personnel soignant facilite le maintien du contrôle[3]. Ça a donc des avantages matériels tant pour les AP que les personnels soignants, et ça véhicule l'image d'une prison moderne et performante dans son offre de soin.

A Toulouse, comme structures de soin pénitentiaires, il y a les habituelles UCSA pour la maison d'arrêt de Seysses et le centre de détention de Muret qui dépendent du CHU, le SMPR qui a une antenne à Muret et Seysses et dépend de l'hôpital Marchant, un UHSI à Rangueil et il y a le nouveau bébé UHSA de l'hôpital

Marchant qui est déjà saturé. Récemment des prisonnières de la MAF de Seysses ont fait connaître les pressions qu'elles subissaient de la part du personnel pénitentiaire et informé de plusieurs tentatives de suicides. Si leur révolte n'est pas cristallisée autour d'une problématique d'accès aux soins, le récit des traitements qu'elles ont subis illustre en plusieurs points l'instrumentalisation de la santé dans l'univers carcéral[4].

### RENDRE LES CORPS DEPENDANTS POUR MIEUX DISCIPLINER

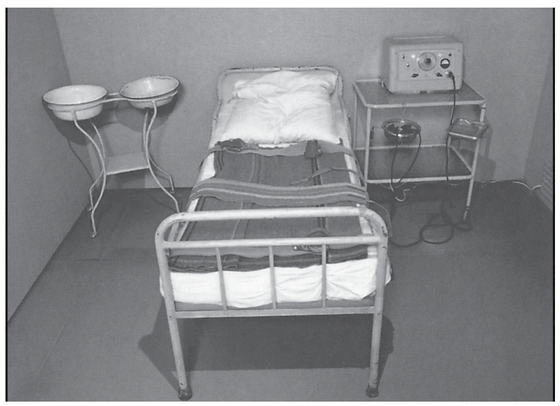
Génial, le ministère de la Justice comme les établissements pénitentiaires se targuent de la mise à disposition de services de santé performants aux détenus. Mais plutôt qu'une mise à disposition, c'est un système asservissant de plus au sein d'une vie carcérale. On va pas se surprendre de la limitation dans le choix de son type de médecine ; la médecine occidentale étant déjà fortement privilégiée et indirectement imposée à l'extérieur, en toute logique le patient détenu n'aura de choix que cette dernière, et ne choisira évidemment pas son médecin traitant. Mine de rien, bloquer cette marge de manœuvre à un malade peut limiter sa volonté de se soigner. Et puis tout l'environnement carcéral prive chacun d'une emprise sur sa santé, l'autonomie est confisquée, et pour toute demande de rendez-vous médical, la demande passe par un surveillant. Par écrit. Les matons n'ayant pas un rôle principal de coursier pour détenus, on se doute bien du moyen de pression que constitue ce petit pouvoir, celui de faire attendre l'autre pour sa santé, de le faire quémander son accès à un rendez-vous médical.

D'abord donc il y a la privation de son autonomie pour se soigner et, bien qu'il ne gère plus les services médicaux de la prison, le personnel pénitentiaire conserve et use du pouvoir de ralentir le soin, de soumettre donc le détenu malade à une certaine négociation. L'AP peut jouer sur le facteur santé pour briser un peu plus les détenus qu'elle a dans le viseur. Coïncidence malheureuse ou sale coup bien étudié, une des détenues de Seysses nous raconte un rendez-vous médical pour une tumeur qu'elle a annulé, prévenue de ce dernier 10 minutes avant un des rares parloirs avec sa famille.

Ensuite, comme précisé plus haut, la taule et la psychiatrie forment un alliage solide, et évidemment les traitements calmants sont très prescrits[5], ça calme, ça place en position de dépendance, et c'est bénef pour les taulards qui peuvent les cantiner et espérer des remises de peine par un traitement psychiatrique. Les expertises psychiatriques ont un rôle décisif dans l'évolution carcérale du détenu : l'attribution de sa cellule selon son profil psychiatrique, les remises de peine, les changements de services carcéraux entre SMPR, UMD, etc.

***« L'administration pénitentiaire joue sur le facteur santé pour briser un peu plus les détenus qu'elle a dans le viseur »***

On l'a compris depuis longtemps, en taule on cherche à nous déposséder de toute indépendance et emprise sur nous-même, jusque bien au-delà de la privation de circuler, on nous prive de la gestion de notre corps, d'où un certain succès du sport et de la muscu comme rare espace d'auto-contrôle corporel. Ça pourrait paraître paradoxal mais même si la taule s'occupe de faire crever à petite feu toute la smala qui l'emmerde, elle va chercher à parer tout suicide à travers diverses mesures. Par exemple à Seysses, elle met en place des oppressants réveils→



1- Voir encadré à droite.
2- Décret difficile à appliquer par les restrictions concédées a l'AP sur son estimation de la dangerosité pour l'ordre publique, la longueur administrative entre expertises médicales , il faut préciser également que ce n'est destiné qu'aux condamnés et pas aux prévenus. Au final quand il fonctionne c'est surtout le droit de passer son dernier jour dans un mouroir comme un hosto publique....
3- Les dispositifs de sécurité mis en place dans les hosto publiques montrent l'angoisse de la perte de contrôle sur le détenu rendant les séjours en hosto extérieur pires encore que la prison.
4- voir encadré et plus d'infos sur la toile : http://iaata.info/Sur-la-situation-des-detenues-a.html . Pour des raisons de place on ne reproduit pas l'ensemble des lettres mais l'on va s'y référer le long de l'article.
5-Au 3 mai 2013 à Seysses sur 47 femmes détenues 43 sont suivies par le SMPR et 34 sont sous traitement psychiatrique.



## QUELQUES DATES ET INSTITUTIONS PÉNITENTIAIRES

► 1945- Charte Réforme pénitentiaire de P.Amor préconisant la création de services sociaux et médico-psychologiques (pour « éclairer la justice par le dépistage et le traitement des délinquants mentalement anormaux »)

► 1967-Création des CMPR, centres médicaux-psychologiques régionaux (au sens de région pénitentiaire) qui remplacent les services et annexes psychologiques dans les prisons. Le personnel médical est sous l'autorité du directeur pénitentiaire.

► 1967-Création des CMPR, centres médicaux-psychologiques régionaux (au sens de région pénitentiaire) qui remplacent les services et annexes psychologiques dans les prisons. Le personnel médical est sous l'autorité du directeur pénitentiaire.

► 1986- Création des SMPR, services médicaux-psychologiques régionaux, remplaçant les CMPR en les rattachant à un hôpital publique extérieur. Ces services, au nombre de 26 en France, sont aujourd'hui des « unités sanitaires de niveau 2 »: ils ont des places d'hébergement de jour et l'adhésion du patient aux soins est requise sauf hospitalisation d'office par demande préfectorale.
Ses missions sont la prévention des affections mentales par dépistage systématique des entrants, mise en œuvre des traitements, suivi psychologique et lutte contre la toxicomanie. Les SMPR doivent également développer la prise en charge psychologique dans les UCSA ( voir plus bas). Lorsqu'une taule n'a pas de SMPR, des consultations de psychiatrie sont organisées par un intervenant.

► 1994-Réforme 1994, la protection sociale est étendue aux détenus. Le soin dispensé à l'intérieur de la prison doit être équivalent aux soins recevables à l'extérieur. Création des UCSA, unités de consultation et de soin ambulatoires pour la médecine somatique. Ils remplacent les infirmeries (sous égide pénitentiaire) dans chaque prison et dépendent d'un hôpital de rattachement. Leur fonctionnement et organisation dépend d'un accord entre le directeur pénitentiaire et le directeur de l'hôpital. Ses missions sont d'effectuer des examens et dépistage sur les entrants, d'assurer les soins aux détenus, de faire de l'éducation à la santé.

► 2002 : -Loi Kouchner devant permettre les suspensions de peines si le pronostic vital d'un détenu malade est engagé (ne concerne que les condamnés, pas les prévenus et pas les détenus en établissements psychiatriques).
-Loi Perben et projet de création des UHSA, unités hospitalières spécialement aménagées. 2 sont en activité, depuis peu, à Lyon et à Toulouse. Ce sont des « unités sanitaires de niveau 3 », des « prisons-hôpitaux-psychiatriques » dans des établissement de santé avec des hospitalisations à temps complet qui ne nécessitent pas le consentement du détenu. Le personnel médical dépend de l'hôpital et le personnel pénitentiaire est employé pour assurer la sécurité de la périphérie de l'établissement psychiatrique, et pour maîtriser les détenus à l'intérieur si le personnel médical le demande. La particularité pénale des UHSA est que si la peine d'un détenu se termine, le psychiatre de l'UHSA peut maintenir ce dernier dans une structure psychiatrique sans son consentement.

► UHSI, unités hospitalières sécurisées interrégionale, équivalent des UHSA ( dans établissement de santé,sécurisées par les forces de l'ordre, hospitalisation complète et supérieure à 48h...) pour le soin somatique.

► UMD, unités pour malades difficiles : services hospitaliers psychiatriques spécialisés pour des dits malades mentaux présentant un danger potentiel pour eux-mêmes ou pour autrui, aussi bien des détenus, que des civils venant d'autres établissements psychiatriques. L'hospitalisation se fait sans consentement, par arrêté préfectoral. Il en existe 10 aujourd'hui, pour environ 540 patients.

→ nocturnes, confisquant par delà le sommeil jusqu'au pouvoir de décision sur sa propre mort. Pas étonnant qu'une des méthodes phares de lutte carcérale devienne la grève de la faim, rare espace de pouvoir personnel sur lequel l'AP peine à intervenir, quoiqu'on puisse penser de l'efficacité de la méthode. Pour revenir à nos camarades de Seysses, elles nous racontent dans une lettre comment l'AP peut intervenir pour gêner les détenus en grève de la faim, à travers par exemple la privation des bouteilles d'eau en promenade en plein été, faisant rimer refus de s'alimenter avec impossibilité de s'aérer dans le seul espace à air « libre ».

***« La santé des détenus est ainsi au centre de conflits et arrangements d'intérêts entre le pôle soignant et le pôle répressif »***

La gestion de la santé des détenus devient une gestion infantilisante qui laisse les détenus à la merci des surveillants et docteurs de la taule, les privant de tout autocontrôle sur leur corps, leur santé, ou sur leur volonté de renoncement puisque le suicide en taule fait mauvaise publicité aux établissements qui se targuent de leur système performant de soin aux détenus, de prise en charge psychiatrique…

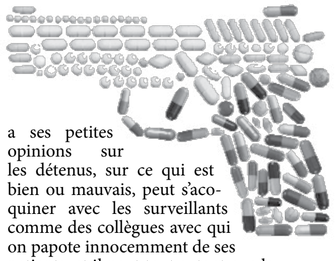
### LA SANTE DES DETENUS AU BON VOULOIR DES ACTEURS REPRESSIFS, SOIGNANTS, OU ECONOMIQUES

Qu'on ne se méprenne pas, le propos n'est pas de dire que le personnel du service médical est forcément de mèche avec l'AP pour discipliner et infantiliser les détenus. Une partie de ce personnel y travaille par acquis de conscience envers les conditions difficiles de détention, et s'efforce dans sa déontologie de considérer le détenu comme un patient à part entière. Mais c'est une critique de l'organisation du soin en milieu carcéral, pour aller au-delà des discours de façade dont les soignants eux-mêmes peuvent se convaincre : des services de soin performants et soucieux de l'individu, etc. Quelle que soit la meilleure volonté du personnel soignant (qui souvent peut aussi être de la pire), et même si le service médical ne dépend plus de l'AP, les deux structures sont forcément amenées à collaborer, même dans la conflictualité de leur deux missions antithétiques. La santé des détenus est ainsi au centre de conflits et arrangements d'intérêts entre le pôle soignant et le pôle répressif. On a vu comment les matons pouvaient ralentir les démarches, mais leur marge de nuisance est plus vaste :ils peuvent par exemple sous prétexte de dangerosité rester postés devant le cabinet médical pas forcément bien insonorisé, mettant à mal la notion de secret médical. Ce que le service médical décide, ils peuvent décider de l'appliquer ou non ; autre exemple du sadisme des matonnes de Seysses sur une camarade de la MAF : foutue au mitard sans couverture et produits d'hygiène malgré une période de menstruation, les connasses de matonnes lui confisquent l'essuie-tout que lui avait filé le médecin[6].

Si on prend donc la figure idéale d'un médecin philanthrope soucieux du bien-être des détenus, on voit qu'il ne maîtrise pas l'accès réel des détenus aux soins qu'il leur prescrit. Au-delà du complexe sadique de domination des matons, il y a aussi les intérêts des acteurs économiques de la prison qui peuvent avaliser l'accès réel aux soins ou non. Depuis le partenariat publique-privé pour la gestion des taules, le détenu est à la merci de nouveaux intervenants avec leurs intérêts particuliers. Exemple : Alain Sole, un ancien détenu diabétique raconte toutes ses peines pour pouvoir se soigner et s'alimenter avec un régime adapté à sa maladie. Même si les repas adaptés étaient prescrits par le médecin, il n'y avait pas accès à cause du refus de la diététicienne de la prison, payée par le concessionnaire privé Eurest, qui ne devait pas trouver ça rentable[7].

En poursuivant avec l'idéal de ce médecin philanthrope, on peut aussi imaginer les compromis et arrangements avec le personnel pénitentiaire que le médecin doit accepter pour exercer son travail dans les conditions qu'il souhaite (sans maton à sa porte, sans obstacles volontaires des matons dans l'accès des détenus aux soins prescrits…), il convient parfois pour le bien collectif de concéder le transfert d'un détenu agité vers un SMPR voire UHSA, ou de briser certains secrets médicaux, par exemple…

Et puis aussi philanthrope que soit ce médecin idéal, il vaut mieux bien s'entendre avec lui, parce qu'on n'aura pas le choix de changer de médecin. Et serment d'Hippocrate OK, mais un médecin qui vous apprécie pas ça vous soigne pas forcément de la même manière… Et puis la réalité, c'est que le personnel soignant, il



a ses petites opinions sur les détenus, sur ce qui est bien ou mauvais, peut s'acoquiner avec les surveillants comme des collègues avec qui on papote innocemment de ses patients, et il peut tout autant que le personnel pénitentiaire soumettre les détenus à leur bon vouloir. A Fleury-Mérogis, les bonnes sœurs de la congrégation Marie-Joseph-de-la-Miséricorde-ta-mère qui jouent, entre autre, les infirmières (mais aussi bibliothécaires, lingères, enseignantes, assistantes sociales), n'ont pas apprécié l'avortement d'une détenue, et lui ont placé des petits chaussons de bébé dans sa cellule au retour de l'hôpital, accompagnés d'un poème du genre « maman tu m'as tué », provoquant par leur cruauté le suicide de cette dernière[8].

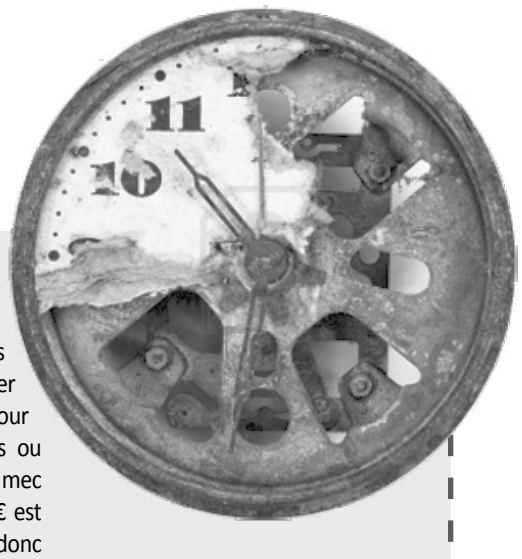
Évidemment, au-delà des législations communes, le service de santé en prison dépend des particularités de chaque établissement. Et puis ça dépend aussi de si t'es un détenu ou une détenue. Va pas y avoir de gynécologue dans ton UCSA en général. Comme t'es une femme et que du coup t'es une minorité dans le monde carcéral, on n'aménage pas forcément les structures pour toi. A Seysses par exemple, l'accès à l'hôpital de jour était jusque l'année dernière très compliqué pour les femmes : l'interdiction que les femmes puissent voir des hommes, et la situation géographique du quartier femme contraignant de passer dans le quartier homme forçaient l'AP a une forte organisation pour assurer le passage des détenues au service médical, ce qui crée évidemment une difficulté d'accès aux soins.

Bien-sûr il y a d'autres problématiques, la difficulté d'accès au soin avec les transferts d'établissements, la spécificité féminine dans la santé carcérale avec notamment la question de la maternité en prison, toutes les réactions physiques et mentales à l'incarcération, les associations de santé qui interviennent en prévention, les humiliations que subissent les détenus malades dans le traitement animalisant de leur corps (entraves aux pieds, menottes et corde lors d'un transfert à l'hôpital pour une des détenues de la MAF de Seysses, pratiques courantes de menottage aux lits d'hôpital y compris pendant les accouchements…) etc. Mais faudrait un bouquin entier pour traiter tout le schmilblick. Disons qu'en prison, en une image paroxystique des tendances dans la société dite « libre », on te dépossède de ton corps, pas que en l'enfermant ou le dressant par le travail, mais en te privant des moyens de bien le traiter ou du moins de t'en occuper à ta manière.

6- Dans la lettre du 30/05/13
7-Envolée n°12
8- Info dénichable à plusieurs endroits, notamment ici : http://prison.eu.org/spip.php?article10097

# DISQUETTE DE L'ÉCONOMIE N°3

## *VALEUR ET PRIX*



*L'économie capitaliste est un système explicable et compréhensible par tous. Dans cette rubrique, nous nous attacherons à expliquer des notions majeures du système économique capitaliste. Il s'agit de comprendre cette économie et ses disquettes pour pouvoir la critiquer, la remettre en cause, la penser comme destructible. Comprendre l'économie, c'est comprendre la place qu'elle nous assigne dans son horlogerie, et préférer exploser le cadran plutôt que serrer la vis. L'économie capitaliste se présente aujourd'hui comme le système naturel qui fait suite aux systèmes de production passés, et les critiques qui sont faites ne remettent souvent en cause qu'une partie du fonctionnement. On pense que la critique doit être globale, l'économie et toutes ces composantes sont des créations bourgeoises qui n'ont rien de naturel. Montrer du doigt tel ou tel rouage n'est que masquer ou repousser le problème posé par le fonctionnement capitaliste, puisque tout ce système est une horlogerie dans laquelle toutes les pièces s'aident mutuellement à tourner. Ce n'est pas parce qu'on change une composante que le tic tac nous fera moins chier.*

### LE PRIX COMME UNE CONSTRUCTION

Au sein de l'économie capitaliste, le prix, le concept de prix est l'une des plus grosse disquette qui nous soit mise. Qu'il soit « prix d'équilibre » pour les libéraux, « prix réel » pour les socialos ou « prix juste » pour l'économie solidaire, on n'est pas sensé le contester. Ce prix, c'est donc la somme mentionnée sur l'étiquette, montant d'argent réclamé par celui qui vend à celui qui achète, en échange du transfert -temporaire ou permanent- de la propriété de la chose acquise. Le prix -nous y reviendront après- est toujours plus ou moins proche de la valeur d'une marchandise, mais il est aussi influencer par ce qui est appelé « offre et demande » . rien de bien savant là dedans, en gros, c'est pas pour rien que le seul gars qui vend des bouteilles d'eau à la fin des circuits de randos dans le désert les vend 5 euros. Il y a une forte demande (les mecs et nanas avec des gros sacs qui ont super soif) et peu d'offre (un mec derrière son comptoir).

Ce concept d'offre et demande, c'est aussi la disquette : on est tellement orientés dans notre posture de consommateur qu'on en oublie qu'on est les producteurs, à la base. Pour cerner ça, il faut donc faire un petit flash back sur la valeur d'une marchandise (traitée plus en détail dans le dernier N° de BK). La valeur marchande d'un bien c'est le total du temps de travail incorporé dans ce bien. Schématiquement, si Nora met 1h à assembler des baskets Adidas, et qu'avant elle Miguel avait trimé 30 minutes pour fabriquer les semelles, et Agun avait mis 2h à faire le tissu des pompes, de manière très schématique toujours il y a 3h30 de travail incorporé dans cette paire de grolles auxquelles il faudra ajouter un peu de temps de travail de la personne qui fabrique les machines à coudre, de celle qui dessine la chaussure, etc-.

Nora et les autres sont donc producteur de la chaussure, 'créateurs'', en tant qu'ouvriers & employés, de la valeur qu'elle contient. Mais au rayon chaussures d'un supermarché, y a pas marqué 'cette chaussure vaut 35€ puisqu'elle a nécessite 3h30 de taf', non, la disquette, c'est qu'une fois dans le magasin Adidas, on est mis dans la posture du consommateur. Ce qui justifie le prix auprès du consommateur c'est donc «l'offre et la demande», la qualité du produit, l'effet de la marque, etc. Comme à son habitude, le fonctionnement du mode de production capitaliste (cf disquette N°1) consiste à diviser les gens entre eux, mais aussi à nous diviser dans plusieurs rôles, brouiller les pistes sur l'utilité qu'ont les prolos dans ce système.

### LES LIENS ENTRE VALEUR ET PRIX.

Pour Marx en 1861, « le prix n'est autre chose que l'expression monétaire de la valeur ». toutes les marchandises étaient alors exprimées en prix-or ou prix-argent, et « La valeur de l'or ou de l'argent, tout comme celle de toutes les autres marchandises, est déterminée par la quantité de travail nécessaire à leur extraction » . Le prix est symbolisé par l'argent. La thune est donc un facilitateur de troc, on échange pas un bien A contre un bien B, pour lesquels il faudrait trouver un ordre de grandeur similaire en terme de valeur. Si le bien A à une valeur de 10h de travail et que la valeur du bien B est de 15h, il faudrait découper un demi bien A pour arriver à quelque chose d'équitable… bref, ça fonctionne pas. L'argent facilite donc cet échange marchand, servant de « valeur de référence» .

S'attarder sur le fait que la valeur et le prix sont liés, et sont deux facettes de la même pièce de l'horloge, ça a bel et bien un intérêt. Ça nous permet de comprendre que le prix n'arrive pas d'un fonctionnement de marché, avec des courbes dans tout les sens qui varient toutes les minutes. Les prix c'est donc un apprentissage social, on intègre une échelle de valeur en €, en $ ou en ¥ , comme d'autres avant nous ont appris à s'exprimer en or ou en argent. Or, tout ce qui est socialement construit, comme son nom l'indique, ça se détruit.

Dire que les prix sont fait sur les marchés est donc faux, se sont les marchés qui font s'écarter les prix de la valeur, ce que nous verrons ensuite. D'ailleurs, le prix correspondant à la valeur d'un bien est appelé 'prix nécessaire', alors que le prix final qui varie au dessus ou en dessous de cette valeur moyenne est lui appelé «prix de marché».

### QU'EST CE QUI FAIT VARIER LES PRIX ?

Adam Smith, un des penseurs de l'économie capitaliste, expliquait que « Le prix nécessaire est le prix central autour duquel les prix de toutes les marchandises ne cessent de graviter. Diverses circonstances peuvent parfois les tenir suspendus fort au-dessus de ce point et parfois les précipiter un peu au-dessous ».

Parmi les circonstances qui font varier le prix, les coûts de distribution englobent tout ce qui se déroule entre la production et l'achat, donc le transport, le suivi des commandes, la mise en rayon, la pub, tenir la caisse, livrer le paquet, etc.

On compte également l'offre et la demande précédemment abordées, et qui représentent en réalité un rapport de force entre le possesseur de la production, et les fameux « consommateurs ». Sur le même schéma, les situations de pénuries ou d'abondances -ou surproduction- font fluctuer les prix à la valeur. C'est aussi pour cette raison que les monopoles ou oligopoles créent des rentes : le mec qui vend des bouteilles d'eau 5€ est en situation de monopole, et a donc une bonne petite rente sur son commerce ; puisque la rente, c'est un revenu lié à une rareté naturelle ou généralement artificielle d'une ressource.

Pour finir sur ce point, la spéculation est aussi à l'origine des variations des prix. La spéculation, mot tabou s'il en est , représente en fait économiquement des petits paris fait à différentes échelles, et qui tentent de deviner à quel prix se vendra telle ou telle denrée dans 2 , 40 ou 300 jours par exemple. L'idée c'est d'être toujours plus clairvoyant et donc de deviner avant tout le monde que le prix des chaussures va baisser pour telle raison, ou que celui des prunes va beaucoup augmenter parce qu'apparemment il va beaucoup pleuvoir en Mai. La spéculation, c'est le petit frisson du riche. Sauf que le truc, c'est que le marché est un fonctionnement auto-réalisateur, et on peut essayer de l'expliquer de manière très schématique : si quelques personnes économiquement influentes disent que le prix des prunes va monter l'été prochain, parce que apparemment dans 6 mois il va y avoir des inondations en Midi-Pyrénées, alors tout un tas de gens ambitieux vont se mettre à signer des contrats à l'avance du genre « je te vendrais 5 tonnes de reine-claude dans 1 an à 1,5 € le kilo» alors que les prunes se vendaient 1€30 y a une semaine. Contrat qu'ils signeront avec d'autres gens qui ont eux ouïe dire que c'est tout le sud de la France qui va être inondé et que 1,5€ le kilo, ça sera le bon plan.

Une fois cela fait, tout le monde commence à se dire que lui aussi il veut ses prunes à revendre le moment venu, la demande de prune augmente. L'été suivant, pluie ou pas pluie, la demande de prune est bien plus forte que l'année passée puisque certains ont signé des contrats y a 6 mois à ce sujet, donc , à valeur égale, les prunes seront plus chères l'année prochaine.

### LA VRAIE DISQUETTE DANS TOUT ÇA

Quelques soit les variations entre le prix nécessaire et le prix du marché, « Si au lieu de ne considérer que les fluctuations journalières, vous analysez le mouvement des prix du marché pour de plus longues périodes, vous trouverez que les oscillations des prix du marché, leurs écarts par rapport à la valeur, leur hausse et leur baisse, s'annihilent et se compensent, de telle sorte que […] les marchandises de toutes sortes sont vendues, en moyenne, à leurs valeurs respectives » (*Salaire, prix et profit, Karl Marx. Valeur et travail.)*

Donc ce qui nous étrangle dans ce système de production ce n'est pas -que- le financier, le boursicoteur ou le rentier, c'est aussi et surtout le concept de sur-travail. Les employé-es et ouvrier-es sont donc les seuls créateurs de la valeur d'un bien, seulement, la somme sur le chèque en fin de mois ne correspond pas à la valeur marchande produite. Au delà du travail nécessaire pour satisfaire ses propres besoins et envies, le surtravail est une création de valeur faite gratis, récupérée par le possesseur du capital dans ce qu'on appel la plus-value. Genre, t'as bossé 100 heures ce mois-ci, t' as fait 10 chaussures par heure. T'as fait 1000 chaussures, à 10 € la chaussure. Pourtant, t'es pas payé 10 000 € .

Ce profit, cette plus-value est ensuite partagé entre plusieurs capitalistes où on trouve donc pêle-mêle le ou les patrons, les propriétaires terriens et fonciers, et aujourd'hui les actionnaires, les détenteurs de stock-option, etc.

On creusera tout ça dans la prochaine disquette de l'économie, puisqu'après avoir posé les bases de quelques notions économiques dans ces trois premières rubriques, nous parlerons plus précisément de l'exploitation.

## Château de cartes

Il y a quatre mois à Dacca, capitale du Bangladesh, s'effondrait le Rana Plaza, un immeuble lugubre du centre ville, qui abritait entre ses quatre murs lézardés, de nombreux ateliers de couture ayant pour principaux clients les marques occidentales. 1127 ouvrières et ouvriers trouvèrent la mort. Ce genre de drame ne s'oublie pas. Notamment au Bangladesh où la conflictualité de classe est à son comble … Le samedi 21 septembre dernier, des centaines de milliers d'ouvriers du textile sortent dans les rues de Dacca et des banlieues industrielles de la capitale, Gazipur et Savar. Déferlant dans les rues aux cris de « 100 dollars par mois ou on vous fume ! », « vous paierez pour nos morts ! » et bien sûr le fameux « A bas l'Etat, les flics et les patrons », les prolétaires du textile bangladais n'ont plus le temps pour les regrets. Et ce qu'il y a de bien chez les camarades d'Asie du Sud, c'est qu'ils n'y vont jamais de main morte. Après avoir décrété la grève générale jusqu'à satisfaction, plus de 300 usines, dont la plupart fournissent de grands noms tels que l'américain Walmart, le français Carrefour ou encore le suédois H&M, ont totalement cessé leur production. Les pertes de l'industrie textile se chiffrent désormais en millions de dollars. Brrahhh ! Et puis, vu qu'on a tous compris que tout ça, ça ne suffit pas, ils y ont bloqué les routes, monté des barricades et attaqué les keufs avec des longs bâtons. Avec en prime saccages d'usine et incendies de bagnoles. Et ce n'est qu'un début …